

UNEDIC : contre la provocation du CNPF

C'EST une véritable provocation : la rupture du patronat sur l'UNEDIC frappe les chômeurs de plein fouet. Au-delà, tous les acquis, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, sont dans la ligne de mire. Après le rejet de l'indexation des salaires, le report de l'augmentation du SMIC, les exigences sur les caisses chômage ne laissent aucun doute, même pour ceux qui auraient bien voulu chercher « un terrain d'entente ».

Déjà, Gattaz et ses compères ont marqué beaucoup de points. Ils ont imposé, au cours d'une « négociation » pourrie, que les droits des chômeurs soient rognés. Ils ont imposé une cotisation de 1 % aux salariés de l'Etat. Et les directions syndicales s'y sont toutes prêtées, sous le prétexte de « sauver le système paritaire ». En réalité, pour l'UNEDIC, les salariés payent, par leurs cotisations ; le budget de l'Etat (c'est-à-dire les impôts des salariés) couvre un tiers des dépenses ; et les patrons, quand ils les versent, fournissent des cotisations représentant environ un autre tiers...

En fait, le CNPF a voulu, avant tout, faire une démonstration politique : à l'approche des municipales, prouver qu'il peut dicter sa volonté à la majorité PS-PC. En même temps, tout en rendant les directions syndicales complices de l'austérité imposée aux chômeurs, il s'en met plein les poches, car il n'y a pas de petits profits.

Qui donc est responsable du chômage ? Qui est responsable du « déficit » de l'UNEDIC ? Tout le monde le voit : ce sont les patrons : chaque fois qu'ils licencient un salarié ou une salariée, ils mettent sur le dos de l'ensemble des travailleurs une charge financière de 70 000 F par an, alors que les deux tiers des chômeurs ne touchent que 2 500 F par mois.

Non, le gouvernement ne doit pas chercher à éviter l'affrontement. Il ne doit pas adopter un décret abaissant les ressources des chômeurs. Mais, oui, il doit agir : contre les patrons, pour exiger qu'ils paient intégralement la note du chômage qu'ils ont provoqué.

Non, le PS et le PC n'ont pas pu se faire élire en 1981 au nom de « la priorité à l'emploi », pour s'attaquer aujourd'hui aux chômeurs, les contrôler étroitement, tout en diminuant leurs maigres allocations.

Non, il n'est pas acceptable de pouvoir lire, dans la presse patronale, des félicitations à l'adresse de François Mitterrand « parce qu'il tend de plus en plus la main aux patrons » (« les Echos » du 17 novembre).

Oui, il faut que les directions syndicales réagissent ! Trop de temps a été perdu. Du temps de Barre, une telle provocation aurait déjà reçu la seule riposte qu'elle mérite : l'appel à une grève unitaire de 24 heures.

Oui, il faut une réunion unitaire rapide, comme Edmond Maire l'a déclaré à Bordeaux ; mais il ne peut s'agir d'une réunion pour calculer de nouvelles « économies » à faire sur le dos des chômeurs. Oui, il faut « réagir fermement », comme le dit la CGT. Oui, la décision patronale « est l'un des actes les plus graves sur le plan

du CNPF



RIPOSTE UNITAIRE

social depuis longtemps », comme le constate FO.

Le CNPF a placé les syndicats « au pied du mur ». Tous les travailleurs répondraient aujourd'hui à un appel clair à l'action, tout de suite, et en tout cas d'ici le 14 décembre, prochaine étape de l'offensive politique des patrons, qui se

rassembleront par milliers à Paris « pour sauver leurs entreprises » !

Qui, en ce moment, ne le voit pas ? Chaque recul des directions confédérales, du PS, du PC, du gouvernement, a encouragé les patrons à exiger « toujours plus ». Aucun retard, aucune hésitation, l'heure est à la mobilisation.

POINT DE MIRE

MUNICIPALES
Préparation
tous azimuts

Elle est quand même bien bonne : tous les défenseurs traditionnels du refrain « les élections municipales ne sont pas politiques, il s'agit de choisir les meilleurs, ceux qui géreront au mieux les communes » ont disparu.

Même Lecanuet, qui n'a rien d'un spécialiste des innovations dans la pensée politique, le reconnaît : « *Cela va être un vote politique... le premier après le 10 mai.* »

Ironie du sort, c'est le PCF qui utilise aujourd'hui l'argument du « crédit du maire », meilleur gestionnaire des affaires municipales, pour désigner les têtes de liste !

Les prochaines municipales vont, il est vrai, être un concentré de politique. Entre la majorité issue de mai et juin 1981, et l'ancienne qui tient à sa revanche ; pour départager les candidats à la succession à droite ; pour consacrer la modification des rapports de forces entre le PS et le PC dans la majorité.

Les enjeux sont de taille, et les « négociations » en cours entre l'UDF et le RPR, comme entre le PS et le PC, sont acharnées...

A droite, l'unité de façade ne résiste guère aux batailles d'intérêts et de couloirs. Le secrétaire actuel de l'UDF, Pinton, déclare crûment : « *L'opposition n'a pas de propositions, on pourra reprendre le pou-*

voir, certes, mais on ne le tiendra pas longtemps. » En plus du programme, il leur faudrait un chef, et là c'est l'incertitude. Giscard, bof !, semble dire Barre, qui trace son chemin, tandis que Chirac cultive son sourire, « les dents du pouvoir » en avant... La négociation est dure.

Le recul du PC aux dernières législatives est un acquis pour le PS, acquis qu'il tient à garder pour les municipales, en prenant le maximum de têtes de liste. Trente villes de plus de 30 000 habitants en jeu. C'est là le fond du débat. On discute intérêts municipaux en main, et non pas sur la façon de défendre les intérêts des électeurs du 10 mai. Il est évident pourtant que c'est cela — la politique mise en œuvre depuis dix-huit mois et le changement introuvable — qui sera la raison de fond d'un recul éventuel de la majorité devant les assauts de la droite.

C'est cela qui préoccupe avant tout la LCR : faire avancer le changement, pour battre la droite. C'est pourquoi, à l'inverse de tous les cas cités ci-dessus, nous discutons pour établir des listes unitaires, sur la base d'un programme d'action et non pas de la défense de tel ou tel intérêt de clocher. C'est moins spectaculaire, mais c'est la seule voix de la raison.

BUDGET
Pas de rigueur
pour les flics

Nos gouvernants n'ont ces temps-ci qu'un mot à la bouche : rigueur. En son nom, ils appellent les travailleurs à modérer leurs revendications, rognent sur les revenus des fonctionnaires et même des smicards, allègent les crédits sociaux, accordent de somptueux cadeaux au patronat. Il est cependant un corps qui échappe à cette fureur : la police.

L'Assemblée nationale discutait le 10 novembre du budget du ministère de l'Intérieur pour 1983. Celui-ci est en hausse de 15,46 % et 1 880 nouveaux fonctionnaires vont être recrutés, chiffre qui s'ajoute aux quelque 7 000 postes créés en 1982. Jamais sous la V^e République la police n'aura eu gouvernement plus compréhensif. Entre 1981 et 1983, elle aura vu ses effectifs s'accroître de 14 000 individus.

Pour désarmer les manœuvres de la droite au sein de la « grande maison », le pouvoir joue à fond la carte de la séduction. Plus question d'en appeler au respect, par les flics, des droits fondamentaux des citoyens. Désormais, rien n'est trop beau pour la hiérarchie policière aux yeux de laquelle Joseph Franceschi entend être « un ami et un défenseur ».

En outre, voulant, à l'approche des municipales, ne pas laisser la droite monopoliser un terrain qu'elle juge électoralement payant, la majorité fait de la « sécurité » l'un des thèmes dominants de son discours. Mais il s'agit moins de lutter contre une criminalité qui serait en progression inquiétante que de répondre au « sentiment d'insécurité » qui se répand dans la population. Bertrand Delanoë, le porte-parole du PS, vient d'en faire l'aveu : « *Pour lutter contre le sentiment d'insécurité qui est en grande partie liée à la progression de la petite délinquance, il était d'abord nécessaire d'augmenter le nombre de policiers présents sur la voie publique, de développer les patrouilles et les actions d'îlotage.* » Que disait d'autre, au fond, un certain Peyrefitte de sinistre mémoire ?

La seule chose que peuvent gagner les socialistes et les communistes avec cette politique, c'est un renforcement de l'arrogance des reancharchs du 10 mai. N'a-t-on pas vu Nicole de Hautecloque, député RPR, exiger l'embauche immédiate de 38 000 flics supplémentaires ?



facteurs biologiques n'ont qu'un seul but : maintenir en place l'ordre social dominant. Des scientifiques et des généticiens eux-mêmes ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme, aussi bien aux USA qu'en France (2).

(1) « *Le Monde* » du mercredi 3 novembre 1982
(2) « *Debout les femmes* », Odette Thibault Ed. Chronique sociale.
« *Au péril de la science ?* » d'Albert Jaquard, Le Seuil.

DANS « RCH »
Un article
dénonçant le plan
acier

Dans le numéro 64 de *RCH*, Marcel Donati, ouvrier aux laminiers d'Usinor-Rehon et membre du collectif national de *RCH*, dénonce les effets de la politique gouvernementale dans la sidérurgie pour les travailleurs. Mutations, déclassements et chantage au chômage... « *Aujourd'hui, écrit-il, l'homme est cassé au même titre que son outil.* »

Le 27 septembre, un groupe d'ouvriers sidérurgistes s'est rendu au siège d'Usinor et a décidé d'occuper le bureau de Lévy, responsable désigné par le gouvernement pour diriger ce groupe nationalisé.

« *Notre démarche était légitime, écrit M. Donati. Nous voulions des précisions quant à notre avenir. Nous voulions faire savoir à M. Lévy qu'il ne devait pas se comporter comme son prédécesseur. Lui dire que son plan acier ne favorisait pas la relance du marché intérieur.* »

comme au bon vieux temps où ils tenaient le haut du pavé, que l'on cogne plus fort. Mais voilà, aujourd'hui, il arrive aussi quelquefois que les officiers de droite qui peuplent les armées soient à leur tour surveillés. C'est la loi du genre de ce type de police politique.

Et bien, c'est Pierre Joxe en personne qui a défendu la sinistre officine de police, rappelant, comme s'il s'agissait d'un « titre de noblesse », que lui-même était officier de réserve de ce service. Il était donc en activité dans cette mafia à une époque où, que l'on sache, les hommes de « gauche » n'y étaient pas légion. En tout cas, ce fut un échange bien instructif sur ce qui se passe aujourd'hui au sein des armées et les leçons que certains hommes du pouvoir ont tirées d'un passé peu glorieux. Ajoutons, mais cela allait de soi, que la PSD n'aura pas à subir l'austérité en 1983.

FEMMES
Information
scientifique
ou propagande
sexiste ?

Un article paru dans *le Monde de la médecine* intitulé *la Dominance et l'équilibre*, dans un dossier sur le sexe du cerveau (1), a fait bondir plus d'une et nous espérons plus d'un d'entre nous. Dans son article, le docteur (et qui oserait mettre en doute la parole d'un « docteur » ?) Escoffier-Lambiotte dresse des femmes un portrait qui n'est pas vraiment flatteur ni original : les femmes seraient des êtres submergés par leurs émotions, peu aptes à la techni-

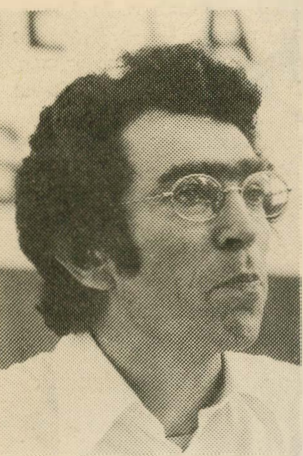
que, incapables de mener de front « *deux tâches cognitives simultanément (chercher son chemin en voiture tout en parlant par exemple)* ».

Si l'on suit E.-L. dans son raisonnement, la conclusion s'impose : vous, les femmes, qui dénoncez la spécialisation des rôles au sein de la famille et au travail, vous gaspillez votre énergie pour rien ; vous feriez mieux de reconnaître que vous n'êtes pas faites pour des métiers comme ceux « *d'ingénieur, d'architecte, d'horloger, de mécanicien de précision, d'artiste, de physicien* », et que vous ne pouvez pas prétendre, ou si peu, à des dons exceptionnels. Un conseil, abstenez-vous de conduire !

Cet article est une véritable imposture : il mêle sans scrupules des informations (par exemple la découverte de nouvelles méthodes d'exploration du cerveau) à des affirmations qui n'ont pas reçu la moindre preuve scientifique, celle en particulier faisant référence à la plus grande concentration « de dons exceptionnels » chez les hommes en raison d'un facteur génétique.

Et même si des travaux scientifiques mettent en évidence une moindre spécialisation des fonctions des hémisphères cérébraux chez les femmes, rien ne prouve que les femmes soient « *supérieures aux hommes quant à l'aptitude verbale* » et « *inférieures pour des tâches relevant de la perception spatiale* » ; rien ne prouve surtout que ces différences d'aptitude s'expliquent par des facteurs biologiques.

Tant que subsistent des systèmes économiques et sociaux fondés sur la discrimination de classes, de races, de sexes, tout discours tendant à expliquer les inégalités par des

ARMEE
Quand
le président
du groupe
socialiste
à l'Assemblée
défend
l'ex-sécurité
militaire...

Le débat sur les crédits militaires pour 1983 au Parlement a connu, sinon un grand moment, en tout cas un échange significatif. Yves Lancien, le bras droit de Chirac pour les problèmes militaires, proposait une restriction des crédits destinés aux services de la protection et de la sécurité de la défense (PSD), c'est-à-dire l'ancienne sécurité militaire. Par ce geste, la droite n'entendait évidemment pas protester contre les agissements des flics militaires à l'encontre des soldats du rang. Non, au contraire, ils souhaiteraient,



NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE				Nom :
	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Adresse :
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F			Formule choisie :
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie. Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Deux tableaux

Deux tableaux : dans le premier, comment les directions syndicales, tout en acceptant l'augmentation des cotisations à l'UNEDIC pour tous et la « cotisation exceptionnelle » pour les fonctionnaires et salariés de l'Etat, veulent diminuer les prestations des chômeurs. Dans le deuxième,

les mesures complémentaires que Bérégovoy prépare. Quant aux patrons, en écoutant soigneusement Mauroy, il est sûr qu'ils auront des dégrèvements d'impôts, des subventions diverses, pour que l'augmentation de leurs cotisations soit « une opération blanche »...

ECONOMIES SUR L'UNEDIC..

Ce que proposent ensemble les syndicats...

Mesures	Economies (en milliards)
• Moduler la durée d'indemnisation en fonction de la durée de cotisation à partir de 3 mois d'activité	4,5
• Faire passer l'allocation pour licenciement économique de 12 à 6 mois	0,5
• Institution d'un délai de carence-licenciement au cours duquel aucune indemnité ne sera versée	0,6
• Institution d'un délai de carence-démission au cas où cette dernière est jugée légitime	0,3
• Institution d'un délai de carence-congé payé pour les préretraités égale à la durée du congé	0,25
• Indexer l'évolution de certaines prestations sur celle des prix	0,2
• Faire passer les indemnités de formation de 100 % à 85 % du salaire antérieur de référence	0,3
• Retenir un seul taux (50 F) au lieu de trois pour l'allocation forfaitaire	0,2
• Faire passer le maximum de l'allocation base de 90 % à 85 % du salaire brut antérieur	0,175
• Cesser l'indemnisation à 65 ans au lieu de 65 ans et 3 mois	0,2
• Cesser l'indemnisation après 37,5 ans de cotisation pour l'allocation de base et celle de fin de droits	0,5
TOTAL	7,725

... Ce que Pierre Bérégovoy peut ajouter

• Supprimer toute indemnisation pour les chômeurs ayant travaillé moins de 6 mois au cours des 24 derniers mois (cette mesure s'ajoute à la première mesure du « tronc commun » syndical de 4,5 milliards)	3,0
• Faire passer le licenciement économique de 12 à 3 mois (cette mesure s'ajoute à la deuxième de 0,5 milliard)	0,5
• Institution d'un délai de carence-licenciement plus long (mesure qui s'ajoute à la troisième de 0,6 milliard)	0,25
• Institution d'un délai de carence-démission plus long quelle soit légitime ou non (mesure qui s'ajoute à la quatrième de 0,3 milliard)	0,2
• Institution d'un délai de carence-congé payé pour tous les allocataires (mesure qui s'ajoute à la cinquième de 0,25 milliard)	1,05
• Indexer toutes les prestations sur l'évolution des prix (mesure qui s'ajoute à la sixième de 0,2 milliard)	0,6
• Faire passer le maximum de toutes les allocations de 90 % à 85 % (mesure qui s'ajoute à la huitième de 0,3 milliard)	0,675
TOTAL	6,275
TOTAL GENERAL DES ECONOMIES	14 milliards

CADEAUX AUX PATRONS

DATE	MESURES	COUT
3 juin 1981	Prise en charge par l'Etat de 50 % des cotisations patronales sur les salaires inférieurs à 3.480 F par mois.	18 milliards
17 juin 1981	Augmentation des prêts bonifiés en faveur de l'exportation, les économies de matières premières, la robotique, l'utilisation du charbon.	4 milliards
18 sept. 1981	Assouplissement de l'encadrement du crédit.	12 milliards de crédits supplémentaires
9 octobre 1981	Augmentation des prêts bonifiés pour l'investissement.	5 milliards
30 déc. 1981	Prolongation de l'incitation à investir. Déduction fiscale de 15 % des investissements.	5 milliards
mars 1982	Prise en charge par l'Etat d'une partie des cotisations sociales du secteur textile-habillement.	3 milliards
16 avr. 1982	Allègement de 10 % de la taxe professionnelle Prise en charge progressive pour l'Etat de l'allocation aux handicapés adultes. Prêts bonifiés aux PME. Gel des charges sociales des entreprises jusqu'en juillet 1983.	5 milliards en 1982 6 milliards en 1983 7 milliards
15 sept. 1982	Les entreprises ne paieront aucun impôt sur la fortune avant 1985.	1,5 milliard
4 nov. 1982	Allègement des charges d'endettement des entreprises. Superbonification pour les crédits à long terme. Amortissement exceptionnel de 30 à 40 % pour les investissements. Transfert progressif du financement des allocations familiales vers les ménages. Gel des charges sociales des entreprises jusqu'en 1983.	1 milliard par an 5 milliards 25 milliards en 1983 100 milliards en 1988

Quand les patrons attaquent

Sil nous avons accepté le compromis, explique Chotard (vice-président du CNPF) au micro de RTL, nous nous serions trouvés devant le même problème dans trois mois... Notre but est de sauver le système d'assurance chômage et de faire en sorte que les vrais chômeurs soient indemnisés.

Les licenciés et leurs chefs n'ont, à l'évidence, aucune pudeur : à l'évidence, aucune pudeur : qui, Messieurs Chotard et Gattaz, refuse d'embaucher, qui licencie ? Qui a déjà prévu que, « compte tenu des nécessités des entreprises », le nombre des sans-emploi serait de 2,3 millions en mars prochain ? Quel scandale quand les fauteurs de chômage se permettent de jouer les grandes âmes qui veulent « sauver » quelque chose !

Et que voulez-vous donc sauver, Messieurs ? Les indemnités versées aux « vrais chômeurs ». Mais qui sont donc les « faux », puisque certains sont des « vrais » ? Les « faux chômeurs », pour les patrons, c'est bien connu, ce sont ceux et celles qui n'acceptent pas n'importe quel emploi, même totalement déqualifié. Ils appellent cela « favo-

riser la mobilité de l'emploi »... Arguments au niveau de Mi-

nute, qui fait déjà campagne sur les « dossiers scandaleux » des caisses chômage.

Arguments qui ont une suite logique, déjà annoncée dans un livre comme celui de Michel Albert, responsable du Plan sous Barre, qui fait un succès de librairie : il faut généraliser le travail à temps partiel pour avoir moins de chômeurs, et surtout de chômeuses, recensés.

Arguments dont on voit bien comment ils amènent rapidement à des attaques très dures à l'égard des travailleurs immigrés, sur lesquels la presse de droite commence à concentrer ses tirs : « gardons l'emploi pour nous ».

Tous ces arguments, la propagande réactionnaire, sexiste, raciste, la propagande de la droite depuis toujours, telle est la « pensée profonde » du patronat en temps de crise : tout pour la division, c'est le mot d'ordre !

Non aux cadeaux !

Comment, cependant, combattre cette attaque si le principe retenu, comme Mitterrand l'a répété aux « Journées de politique industrielle de la France », est de tout parier sur « la restauration de la compétitivité (...) pour redresser le commerce extérieur,

pour améliorer l'emploi » ?

Il suffit, pour se rendre compte de l'impasse, de citer quelques faits : durant les dix-huit premiers mois de la majorité PS-PC, il a été distribué plus d'aides aux patrons que durant l'ensemble du septennat giscardien. Ont-ils pour autant « fait le moindre geste » en faveur des travailleurs et de l'emploi ? Consultez aussi le tableau dressé par *la Vie ouvrière* du 15 novembre : il donne une mesure de la voracité, des appétits de ces patrons qui font campagne et qui, le 14 décembre prochain, se réuniront en masse à Paris au nom des « entreprises », c'est-à-dire des pompes à fric qui sont leur propriété.

Il nous faut d'ailleurs compléter le tableau réalisé par la CGT : le lundi 15 novembre, le Parlement examinait le budget de l'emploi, 60 milliards de francs, dont 30 iront à l'UNEDIC, pour payer les pots cassés par les patrons à qui cette majorité, élue pour « la priorité à l'emploi », n'a même pas retiré le droit de licenciement !

Face à une telle volonté de classe implacable du patronat, non, camarades du PS et du PC, vous n'avez pas choisi le bon chemin. L'heure est à affronter les ennemis, pas à leur faire des risettes.

P. R.



● Lettre ouverte aux organisations ouvrières

EN dénonçant la convention UNEDIC, le patronat vient de montrer une fois de plus quel est le sens de sa politique : continuer de faire la loi dans les entreprises et faire marcher l'économie à sa guise. Fort prompts à encaisser toutes les aides offertes par le gouvernement, les patrons en redemandent et veulent faire payer les frais de la crise par les travailleurs.

Non contents de remettre en cause les acquis des travailleurs, ils ne manquent pas une occasion d'exprimer leur refus du vote du 10 mai. Le 14 décembre, ils veulent organiser, sous couvert d'états généraux des entreprises, une grande

manifestation de patrons contre la majorité PS-PC, pour faire pression une fois de plus sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures contre les masses laborieuses. Ils osent même se présenter comme des travailleurs comme les autres. Trop, c'est trop !

Toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent, ensemble, quelle que soit l'appréciation de chacune sur la politique suivie par le gouvernement, leur tenir le seul langage que ces messieurs entendent, celui du rapport de forces contre leurs prétentions. Ce jour-là, les partis PS, PC et les organisations syndicales CFTD, CGT, FEN, FO doivent appeler dans

l'unité à de puissantes manifestations, notamment à Paris, pour dire aux patrons que nous ne les laisserons pas faire la loi plus longtemps. Le 14 décembre doit être l'occasion de leur montrer la force unie de la classe ouvrière.

Quant à la LCR, nous sommes prêts à prendre toute notre place pour le succès d'une telle initiative. Nous nous tenons à votre disposition pour une réunion unitaire pour préparer cette échéance.

Dans l'attente d'une réponse positive de votre part, recevez, camarades, nos meilleures salutations.

Pour le BP de la LCR
Alain Krivine

FONCTION PUBLIQUE

L'ARNAQUE !

• Le Pors camoufle la perte du pouvoir d'achat

COMME le dit *les Echos*, « la rigueur salariale est affaire de feuille de paye, mais aussi de psychologie ». Question psychologie, on assiste aujourd'hui à une belle manœuvre. Côté jardin, le gouvernement, relayé magnifiquement par la presse écrite et parlée... et malheureusement aussi par les syndicats, dit en chœur : le pouvoir d'achat des fonctionnaires est garanti en 1982 et il le sera en 1983.

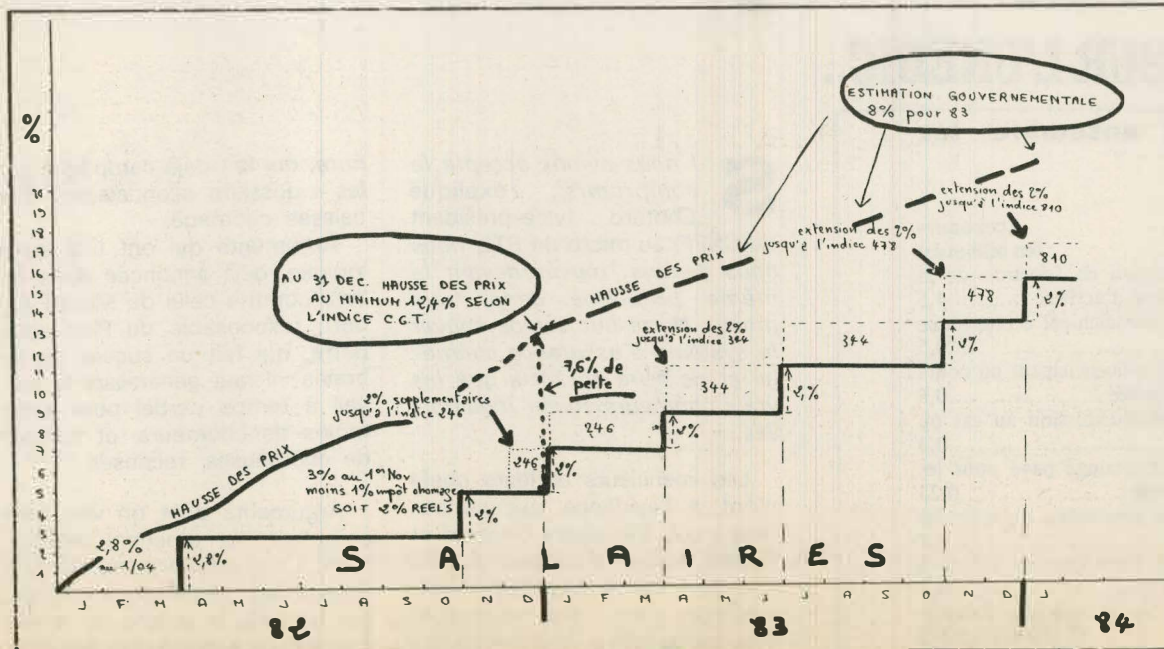
Ainsi espère-t-on calmer le mécontentement profond des fonctionnaires, et surtout permettre de rétablir un cadre contractuel, en donnant aux directions syndicales le moyen de signer « dans l'honneur »... puisque « le gouvernement a reculé » ! En fait, il n'en est rien et nous le verrons plus loin. Mais certains poussent le bouchon, comme le *le Monde* ou *Libération*, qui s'inquiètent du favoritisme dont vont bénéficier les fonctionnaires, à l'heure de la rigueur.

Côté cour, plus discrètement, comme en témoigne *les Echos* du 16 novembre, le gouvernement rappelle aux patrons « inquiets », qu'il y a d'un côté la poudre aux yeux pour les travailleurs et de l'autre la réalité. Et que la réalité c'est qu'« il n'est pas question d'une quelconque clause de sauvegarde pour 1982 » et qu'« il y a bel et bien baisse du pouvoir d'achat. »

Donc, la fonction essentielle de tout ce cinéma, c'est bel et bien de permettre aux syndicats de rétablir dans le secteur public le cadre contractuel, à la veille des prud'homales et dans une situation où l'intransigeance du CNPF rend encore plus difficile la négociation dans le privé. Venons-en aux chiffres.

Pour 1982, le tableau ci-contre montre la réalité implacable. En prenant pour base l'indice CGT, la hausse des prix sera au minimum de 12,5 % pour 1982. Les salaires auront été augmentés, en 1982, de 2,8 % en avril et de 3 % en novembre. A cela il faut retrancher le 1 % d'impôt chômage : cela fait donc 4,8 % d'augmentation, et 6,8 % pour les salaires inférieurs à l'indice 246, qui bénéficient de 2 % supplémentaires au 1^{er} décembre 1982.

Mais pourtant Le Pors parle de 8 % d'augmentation, pourrait-on dire. Bien sûr, parce qu'il ne tient pas compte du 1 % chômage, et qu'il tient compte par contre des 2 % que les fonctionnaires toucheront fin



Evolution des prix et des salaires dans la fonction publique en 1982 et 1983, vu les décisions 1982 et les propositions de Le Pors pour 1983.

janvier 1983 mais que Le Pors fait passer au titre de 1982. Cela fait 5,6 % de perte de salaire jusqu'à l'indice 246 et 7,6 % pour les autres. Et l'accumulation de la baisse du pouvoir d'achat fait qu'un fonctionnaire qui gagnait 4 500 F au 1^{er} janvier 1982 aura été volé de plus de 2 000 F sur l'année ; on peut voir ce que cela donne pour les catégories au-dessus. Et là-dessus, il n'y aura aucun rattrapage.

Ces 7,6 % de perte seront-ils alors au moins réduits en 1983 ? Nullement. Puisque du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983, il y aura 8 % d'augmentation, en tenant compte des 2 % du 1^{er} janvier 1983, compris dans les décisions de Le Pors pour 1982. Les « 2 % baladeurs » visant à répercuter ceux accordés au 1^{er} décembre 1982 jusqu'à l'indice 246, sur tous les salaires, entreront en compte au 1^{er} avril pour les salaires jusqu'à 6 200 F bruts, au 1^{er} novembre jusqu'à 8 000 F bruts. Donc, la grande masse des fonctionnaires (70 %) ne touchera qu'en avril ou novembre 2 % sur la perte accumulée en 1982... et bien sûr sans rattrapage.

Ils garderont donc tous 5,6 % de retard sur la hausse des prix. Quant aux 8 % en 1983, l'accord prévoit que cela sera le maximum de l'augmentation salariale. Si les syndi-

cats signent un tel accord, ils entrent donc une perte de pouvoir d'achat et s'engagent à ne pas défendre les salaires en 1983. Car il n'y a aucune garantie que les prix n'augmentent que de 8 % en 1983, surtout quand on accepte comme référence l'indice INSEE qui sous-évalue d'au moins 2 % par an la hausse du coût de la vie.

Reste la clause de sauvegarde énoncée par Le Pors qui prévoit en janvier 1984 « une rencontre (...) pour étudier selon quelles modalités et quel calendrier, en fonction de la situation et des perspectives économiques, sera réalisé l'ajustement des rémunérations en vue du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse ». La phrase est claire ! Aucun engagement au rattrapage automatique. Aucun engagement à un effet rétroactif qui permettrait un rattrapage de la perte du pouvoir d'achat. Pire, en parlant de pouvoir d'achat moyen en masse, le gouvernement exclut la seule garantie réelle : si les prix augmentent de 10 %, la valeur du point doit augmenter de 10 %. Le pouvoir d'achat moyen en masse, cela veut dire tout autre chose. On prend comme référence la masse salariale totale. Or celle-ci inclut automatiquement l'avancement des fonctionnaires, la prise d'échelon. Le blocage des salaires en juin

1982 a déjà eu comme conséquence de bloquer l'avancement des personnels. Le Pors va-t-il maintenant considérer qu'en prenant de l'avancement un fonctionnaire voit son pouvoir d'achat augmenter et que donc cela est une augmentation de salaire ? Voilà encore une nouvelle attaque, dont, soyons-en certains, les patrons du privé vont suivre l'exemple.

Nous allons oublier « l'effort sur les bas salaires » : les cent millions de francs pour la réforme structurelle des « bas salaires », c'est-à-dire les catégories C et D. Faisons un calcul simple. Il y a 900 000 agents de ces catégories. Cent millions de francs répartis entre ces agents, cela fait au total 111 F par agent ; répartis sur un an, 9,25 F par mois. Bel effort pour la promotion des bas salaires.

Alors, oui, les fonctionnaires doivent exiger de leurs fédérations syndicales le refus d'un tel accord. Le patronat exige une baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires pour servir d'exemple au privé et soutirer des milliards du gouvernement. Alors, oui, il faut refuser une telle arnaque qui, en fait, attaque tous les travailleurs, et imposer aux syndicats l'unité pour une riposte de tous les fonctionnaires.

Laurent Carasso

ALLOCATIONS FAMILIALES

Mauroy est-il aveugle devant les patrons ?

• Dans la seule région parisienne les patrons doivent plus de 7 milliards

MAUROY l'indique à nouveau à propos du transfert des cotisations des allocations familiales : le problème urgent aujourd'hui c'est le transfert des cotisations « payées par les patrons ». Ceux-ci n'ont pas attendu ce nouveau cadeau pour diminuer les cotisations. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au compte financier de l'URSSAF de la région parisienne pour l'année 1981.

Les dettes patronales sur la région parisienne représentent pour 1981 7,25 milliards de francs actuels (6 milliards pour les cotisations, 1,25 milliard pour les majorations de retard et les pénalités). Et ceci malgré l'accélération des annulations de dettes. En 1979, les dettes représentaient 4,8 milliards, en 1980 6,2 milliards. Ainsi, en deux ans, les dettes

se sont accrues de 50 %. Pourtant, durant la même période, les annulations de créance se sont fortement accrues. Comme le souligne le rapport, « on enregistre une augmentation importante des admissions en non-valeur [admission en non-valeur = annulation comptable des créances, NDLR] qui ont plus que doublé et une progression sensible des remises de majorations ».

En effet, les admissions en non-valeur, qui représentaient 161 millions de francs actuels en 1980, atteignaient en 1981 un montant de 364 millions de francs. Même progression pour les remises de majorations de retard qui sont passées, durant la même période 1980-1981, de 60 à 104 millions. Au total, c'est 468 millions de francs actuels de dettes qui ont été annulés.

Dans ces dettes figurent, en plus

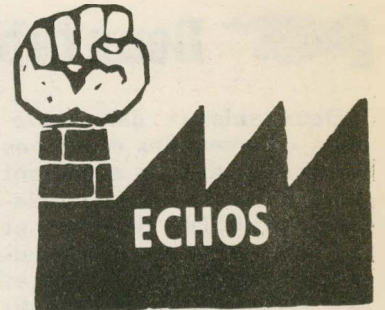
des dettes patronales, celles de professions médicales (praticiens et auxiliaires médicaux) qui, bien que peu importantes (relativement) en volume, ont plus que doublé de 1979 à 1980 passant de 3 à 6 millions, et quadruplé entre 1980 et 1981, passant de 6 à 24 millions. Ceux qui faisaient grève le 30 septembre contre le gouvernement n'ont pas à se plaindre d'un système dont ils abusent de plus en plus.

Les chiffres que l'on vient de citer donnent une idée partielle du pillage. Mais ils ne représentent qu'une partie des impayés patronaux. Compte tenu de l'importance et du poids économique de Paris et sa banlieue, cela représente un tiers environ de la masse des cotisations au plan national. Il suffit donc de multiplier ces chiffres par trois pour avoir une idée de l'ampleur du pillage.

La semaine prochaine, nous examinerons les mécanismes beaucoup plus payants, si l'on peut dire, qui permettent, sans frauder ouvertement, au patronat et en premier lieu aux grandes entreprises de payer ce qu'ils veulent et pratiquement sans aucun moyen d'être contrôlés.

Mais d'ores et déjà, nous voyons que le problème n'est pas de réduire les « charges » des entreprises : les capitalistes le font eux-mêmes et d'autorité. Il est, pour permettre une amélioration du système de protection sociale, d'arrêter les détournements opérés par les patrons sur le salaire différé que constituent les cotisations de Sécurité sociale. Mais c'est, au contraire, un détournement d'une bien plus grande envergure que vient de promettre Mauroy aux capitalistes.

J. Carvel



20 EN GREVE DE LA FAIM : UN MOIS ! Régularisation immédiate des sans-papiers

Pour les travailleurs immigrés aussi, le 10 mai c'était l'espoir du changement. L'espoir d'en finir avec les menaces permanentes du chômage-expulsion, les conditions de vie harassantes dans les foyers-parkings aux loyers hors de prix.

Les 110 propositions du PS ne promettaient-elles pas le droit de vote pour les immigrés... aux élections municipales (proposition 80) ?

Régularisation et confiance

C'est avec confiance, le plus souvent, que les travailleurs immigrés « sans papiers », habitués des traverseries policières et autres menaces d'expulsion, ont accueilli le « processus de régularisation exceptionnel des immigrés clandestins », mis en chantier par le gouvernement.

Mais l'ouvrage, qui devait s'achever le 31 octobre, a laissé des bâtiments inachevés. 20 000 travailleurs immigrés ont été rejetés du processus sans explication. Et depuis le 31 octobre, c'est l'expulsion qui les menace, comme les 40 000 qui, méfiants, ne se sont pas présentés.

Depuis le mardi 19 octobre, vingt travailleurs maliens et sénégalais font la grève de la faim contre l'expulsion qui les menace, soutenus massivement dans les foyers. Un comité de soutien, regroupant une centaine d'organisations, d'associations, de syndicats, a rassemblé plusieurs milliers de personnes déjà le 28 octobre, les 6 et 10 novembre, et 3 000 manifestants le 15 novembre en direction de Matignon.

Cette mobilisation a obligé le gouvernement à ouvrir une porte : acceptant de revoir les dossiers des 20 000 rejetés par la procédure de régularisation, mais sans garantie aucune... Les vingt sont toujours en grève de la faim.

Pour un soutien sans failles

L'AMTI, la FASTI, le CEDETIM, le MRAP, le PSU, la LCR les soutiennent. Mais d'autres pour le moment sont muets. Pire, l'URP CFTD leur a même interdit les locaux de la Bourse du Travail dans leur lutte. Tout doit être fait pour renverser la vapeur, c'est l'ensemble des organisations ouvrières, partis et syndicats, qui doivent apporter leur soutien aux travailleurs en lutte !

François Autain, secrétaire d'Etat chargé des Immigrés, écrit dans *le Monde* du 17 novembre : « L'attitude à l'égard des immigrés, un enjeu de société », en faisant le tour de force, en une demi-page, de ne pas parler une seule fois des vingt en grève de la faim... Oui, un enjeu de société ! Le refus de la régularisation pour tous, sur fond d'expulsion de leur foyer par tribunal des référés dans le 17^e, par commando monté par le propriétaire à Gennevilliers, favorise la « normalisation du racisme »... et cette arme-là est dirigée contre tous les travailleurs, immigrés et français !

Car on s'attaque toujours à nos libertés par le maillon qui paraît le plus faible. Mais l'objectif est toujours le même : tirer ensuite toute la chaîne. La solidarité de tous doit être à la hauteur : immédiate et massive.

M. M.

Hernu propose un service « d'une durée maximum de trois ans »

- Une délégation du collectif de campagne est reçue pour la première fois par les groupes parlementaires du PC et du PS
- Victoire contre la répression à Libourne

SITUATION paradoxale que celle que nous connaissons sur le plan militaire. D'un côté, la campagne pour les six mois et les droits démocratiques rencontre un écho grandissant, dans les casernes bien sûr mais aussi dans la population civile, y compris dans les rangs des élus de la majorité gouvernementale. L'imposante série de victoires obtenues ces dernières semaines contre la répression en rend compte à sa manière. Mais d'un autre côté, la prestation provocatrice d'Hernu à l'Assemblée lors du débat budgétaire est là pour nous rappeler à la plus grande vigilance.

Nous avons prévu le caractère irréal de ce débat budgétaire où Hernu n'avait d'autre opposition que celle des nostalgiques de l'ancien régime. Et le bougre en a profité pour asséner ses certitudes réactionnaires sur la bombe ou les missions de la gendarmerie, mais il s'est surtout laissé aller à exposer ses projets en matière d'organisation du service militaire. Lui, Hernu, a décidé qu'en guise de réduction promise du service militaire, il fallait allonger dès 1983 le temps de service pour 10 000 jeunes, déclarant : « L'article L 84 du code du service national autorise les jeunes à accomplir, après leur service légal, une période de volontariat qui, à mon sens, pourrait être de quatre et de douze mois au plus, renouvelable jusqu'à une durée maximum de trois ans, service légal inclus. » Ces appelés seraient utilisés pour satisfaire un certain nombre de besoins, « qu'il s'agisse de l'encadrement, de l'utilisation durant une période supérieure à douze mois de spécialistes



Robert Badinter, le ministre de la Justice

chômage ». Et pour finir, comme s'il craignait que son auditoire n'ait pas bien compris, Hernu répéta : « Pour 1983, je compte sur une dizaine de milliers de jeunes gens. Il s'agit d'un service long à distinguer tout à fait de l'engagement volontaire. »

Seule alternative : les six mois pour tous pour lesquels nous avons manifesté le 12 novembre.

La politique qui est désormais mise en œuvre par le ministre de la Défense doit être combattue et mise en échec par toute la jeunesse et le mouvement ouvrier. Les soldats d'aujourd'hui ne sont pas, loin s'en faut, les seuls concernés par ce cours ultra-militariste d'Hernu. C'est le sort de centaines de milliers de futurs soldats qui va se jouer ; car une défaite des travailleurs et de la jeunesse sur ce plan aurait inévitablement de graves conséquences politiques qui dépassent de très loin l'enjeu initial.

C'est ce qu'ont compris ceux et celles qui, répondant à l'appel du collectif de campagne des soldats, ont accompagné le 12 novembre les délégations à Paris à l'Assemblée, devant les préfectures en province.

Dans certains cas, tout comme la riposte à la répression à Bordeaux ou à Caen, l'unité la plus large s'est réalisée : à Brest par exemple, la CGT, la CFDT, les deux UNEF, la JOC, la LCR et les JCR, le PSU et l'UDB, rejoins in extremis par le PCI, soutenaient unitairement la délégation.

Dans d'autres villes, comme à Strasbourg ou à Dijon où la Ligue des droits de l'homme et la Libre Pensée s'étaient joints au PSU, à la LCR et au SGEN-CFDT, la mobilisation était nettement un cran en dessous. Dans d'autres villes enfin, le bilan est franchement négatif, l'appel du collectif étant resté sans écho.

Et puis, il faudra retenir de cette journée que, pour la première fois, le collectif de campagne a été reçu par les parlementaires du PC et du PS, ce à quoi s'est refusé jusqu'alors le ministre des Armées. Marie-Thérèse Patrat, secrétaire socialiste de la commission de la Défense, et Jean Combasteil, vice-président communiste de la même commission de l'Assemblée, ont tenté à tour de rôle de justifier le bilan sur le plan militaire des dix-sept mois écoulés. Pour le PCF, les rapports de forces au sein de la gauche étant ce qu'ils sont, « ses objections sur la bombe à neutrons comme sur le service à la carte n'ont aucune chance d'être entendues par le partenaire socialiste ».

Pour le PS, c'est la hiérarchie militaire qui sert d'alibi commode. Pour les uns et les autres, les cas de répression ne sont que « des bavures » face auxquelles ils ne peuvent hélas rien faire. Discours édifiants qui attestent de la difficulté grandissante des élus de la majorité à défendre la politique d'Hernu. Non, vraiment, cette politique et son exécutant principal ne peuvent pas continuer à sévir ainsi contre les soldats et toute la jeunesse.

Jean-Louis Michel

dont la formation est longue et coûteuse, du personnel embarqué ou servant outre-mer, des gendarmes auxiliaires à certaines troupes alpines ». En guise de stimulants, le ministre a annoncé que pour eux « la solde serait améliorée dès le début du service militaire, si les intéressés font connaître leurs intentions ; augmentée de moitié pendant les six premiers mois, elle serait multipliée par 2,5 ensuite. Un régime spécial de permissions serait appliqué et le service d'assistance des armées ferait le maximum pour assurer un retour à la vie civile sans

APRÈS LA VICTOIRE DE LIBOURNE

- Les avocats pourront-ils désormais entrer dans les casernes ?
- Rouge pourra-t-il circuler librement ?

Au départ, affaire banale de répression, le cas d'Olivier Real à Libourne se termine de manière exemplaire par un fiasco de la hiérarchie militaire, et donc par une victoire de première importance pour les soldats. Olivier avait été sanctionné de 60 jours d'arrêts dont 30 d'isolement total le 4 novembre par un général violant cyniquement les décisions gouvernementales du 12 juillet (40 jours d'arrêts maximum, assortis d'un isolement maximum de 20 jours dans certains cas qui ne s'appliquent en aucune manière aux activités des membres du collectif de campagne). La riposte ouvrière à Bordeaux s'était mise en place de manière foudroyante : dans les 48 heures, la CGT, la CFDT, la FEN, FO, la LCR et les JCR, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, la Ligue des droits de l'homme, l'UNEF-ID et le Syndicat lycéen sont intervenus. Résultat, la hiérarchie et le ministère, qui a jusqu'alors toujours couvert les agissements des généraux, ont été contraints à une retraite spectaculaire sur trois points décisifs.

1) Me Delthil du barreau de Bor-

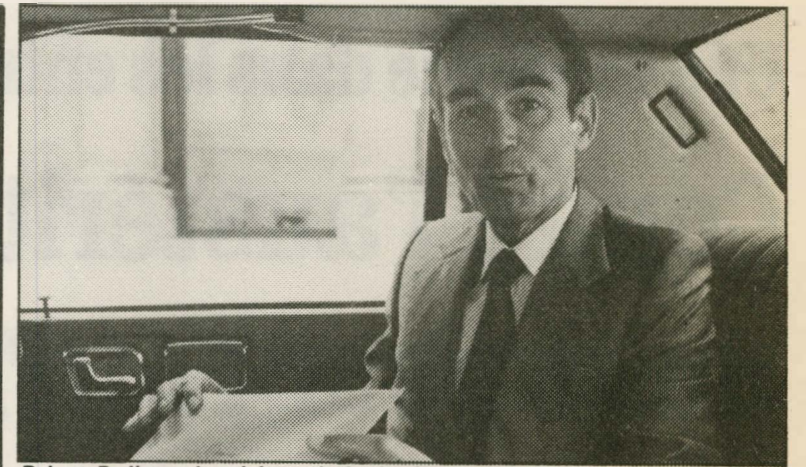
deaux, saisi par le collectif de campagne et la famille d'Olivier, a pu lui rendre visite dans son unité. C'est la première fois qu'un avocat peut ainsi défendre directement un soldat.

2) La peine d'Olivier est ramenée de 60 jours dont 30 d'isolement à 10 jours d'arrêts sans isolement.

3) Le seul motif retenu contre lui est la signature de la pétition du collectif. Celui qui lui avait valu 20 jours pour avoir été en possession de Rouge est purement et simplement abandonné sans explication.

Il y a donc de bonnes raisons de penser, comme l'ont souligné *Libération* et *le Matin*, que le ministère des Armées admet enfin le fait que des soldats puissent être défendus comme n'importe quel citoyen par un avocat et que Rouge, comme le reste de la presse, puisse circuler librement dans les unités. C'est en tous cas, ce dont il faudra s'assurer partout dans les prochaines semaines.

J.-L. M.



LES EXTRADES DE MITTERRAND

AINSI, ce qu'on présentait depuis plusieurs semaines s'est concrétisé : le Conseil des ministres du 10 novembre a modifié radicalement la politique d'extradition. Certes, il ne s'agit pas de revenir aux dispositions de la convention antiterroriste de Dublin (qui prévoit une extradition automatique dès lors qu'on est en présence d'une infraction passible d'au moins trois ans de détention) et le pouvoir met certaines limites à sa nouvelle doctrine.

Il n'empêche que le texte gouvernemental prévoit que « l'extradition sera en principe accordée (...) lorsqu'auront été commis, dans un Etat respectueux des libertés et des droits fondamentaux, des actes criminels (prises d'otages, homicides volontaires, violences ayant entraîné des blessures ou la mort), de nature telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier la mise en œuvre de moyens inacceptables ».

Quelles que soient les précautions de langage dont elle est entourée, cette décision a une seule signification : la France va renouer avec des pratiques qu'on croyait enterrées depuis dix-huit mois. Le garde des Sceaux, Robert Badinter, s'est d'ailleurs chargé de dissiper tous les doutes sur ce point en précisant : « Notre refus d'extrader était devenu un dogme. Notre position était interprétée : "La France n'extradera jamais personne", disait-on à l'étranger. » Et il ajoutait que le « droit d'asile considéré comme refuge pour toute personne ayant commis un crime politique » était une idée « invivable ».

Le texte du Conseil des ministres est d'autant plus grave qu'il ouvre la porte à tous les arbitrages, à toutes les décisions dictées par des considérations politiques ou diplomatiques. Car enfin, quels critères serviront à apprécier la nature des régimes et le caractère de leurs institutions alors que partout les gouvernements occidentaux s'orientent vers un durcissement répressif ? Prenons deux exemples.

Une procédure d'extradition est ouverte contre deux militants autonomes italiens, Oreste Scalzone et Maria Grazia Barbierato. Ils sont accusés d'actes terroristes. L'Italie fait partie des Etats réputés démocratiques. Par conséquent, ils tombent parfaitement sous le coup des nouveaux principes de Badinter. Et pourtant, les accusations des autorités italiennes reposent sur les déclarations de terroristes « repentis ». Or, on sait que dans ce pays la délation est légalisée et permet à certains prisonniers de bénéficier d'importantes réductions de peine s'ils renseignent la justice. Les aveux obtenus dans ces conditions sont singulièrement sujets à caution. C'est néanmoins sur leur seule foi que de nombreuses personnes sont actuellement détenues dans la Péninsule, sans que quiconque ait cherché à établir les faits qui leur sont reprochés.

Second exemple, les Basques de l'ETA. Ils mènent la lutte armée contre Madrid. L'Etat espagnol a aujourd'hui un régime parlementaire. Mieux, ce sont des socialistes qui vont en décembre prochain accéder aux affaires. Cela n'empêche pas la torture d'être couramment pratiquée

dans les commissariats et les prisons, avec la bénédiction des autorités, comme le reconnaissait d'ailleurs, dès 1978, Martin Villa, alors ministre de l'Intérieur : « Les particularités de l'ETA exigent, pour des raisons d'Etat, une répression constante, répression qui doit s'exercer aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la prison. » De surcroît, il est difficile de qualifier de terroriste un courant qui, les dernières élections l'attestent, recueille près d'un cinquième des suffrages de la population d'Euskadi.

Ce sont bel et bien les nationalistes basques qui risquent les premiers de faire les frais de la nouvelle doctrine française. Tout paraît prêt en ce sens. La coopération entre les polices des deux pays s'est notablement renforcée, comme l'illustre l'arrestation récente sur notre territoire de quatre membres présumés de l'ETA militaire. Il est plus que probable que les élections du 28 octobre vont inciter les socialistes français à venir en aide à leurs amis d'outre-Pyrénées confrontés à l'hostilité de leur armée, en leur livrant certains militants.

Avant sa victoire, le PS affirmait : « Les extraditions seront limitées au strict minimum, c'est-à-dire au droit commun. Il n'y aura aucune déviation du Parti socialiste dans les domaines qui sont, de près ou de loin, politiques. Il y aura une protection des individus nationaux ou étrangers extrêmement grande et l'espace de leurs libertés sera beaucoup plus protégé demain qu'il ne l'est aujourd'hui. » Point n'est besoin de longs discours pour constater l'ampleur du recul actuel. Deux éléments au moins l'expliquent.

1. Face à la montée de la délinquance et du terrorisme, confrontés aux accusations de « laxisme » des secteurs réactionnaires de l'appareil d'Etat, le PS et le PC ont mis la « sécurité » au centre de leurs discours. Tout naturellement, les étrangers — boucs émissaires des campagnes qui visent à exploiter le sentiment d'insécurité de la population — devaient en faire les frais. S'efforçant de concurrencer la droite sur son propre terrain, la majorité a successivement repris les expulsions et rétabli les visas de séjour. Elle met maintenant en pièces le droit d'asile.

2. Le pouvoir cherche actuellement à convaincre les bourgeoisies européennes de son « réalisme ». En matière de lutte contre le « terrorisme international », il s'est cependant retrouvé isolé en raison d'une orientation par trop différente de celle appliquée dans la plupart des métropoles capitalistes. Il se devait donc, sur ce point également, d'aligner ses options sur celles de ses partenaires.

Cette volte-face doit être condamnée dans l'unité par toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Pour des raisons de principe d'abord. Mais aussi parce qu'un revirement de cette nature en appelle d'autres, de plus grande importance. Les mesures prises ces dernières semaines, sous couvert de lutte contre les attentats, sont déjà à cet égard suffisamment alarmantes. Oui, il est plus que temps de faire entendre notre voix.

Christian Picquet

Une exigence dans les entreprises Contre l'austérité, unité pour l'ACTION

QUAND nos ennemis nous donnent des leçons, c'est toujours mauvais signe... Et c'est pourtant bien ce qui se passe, en ce moment même dans ce pays ! N'y a-t-il pas, en effet, plus à réfléchir en lisant la lettre de Gattaz à « ses chers collègues » qu'à entendre une nouvelle fois les déclarations contradictoires des directions syndicales divisées ?

Il est facile d'en juger. Lisons ces quelques extraits de la lettre-circulaire d'invitation reçue par les chefs d'entreprise : « Nos entreprises vivent une période dramatique. » Autant que les chômeurs, les smicards et les jeunes peut-être ? Certainement pas ! Mais ces messieurs, eux, s'unissent pour imposer leurs vues.

Ainsi, le 14 décembre « dans le nouveau et prestigieux parc des expositions de Villepinte (à deux kilomètres de Roissy) que la Chambre de commerce et d'industrie de Paris met à notre disposition ce jour-là et que nous inaugurerons, tous les chefs d'entreprise responsables se retrouveront pour manifester leur unité »... « Je compte absolument sur votre participation », conclut Gattaz. Et voilà : les requins de la finance, au lieu de se bouffer des bouts d'aïlons, savent marcher dans l'unité sur l'essentiel pour eux : la défense de leur fric. Tandis que les directions du mouvement ouvrier, au lieu d'assurer la défense du minimum, des revendications les plus élémentaires, tergiversent, divisent, font de la parlotte, bref, tournent le dos à l'action.

De nombreux travailleurs et travailleuses, de plus en plus fort, disent non à ce comportement criminel. Nous en donnons deux exemples aujourd'hui : aux Chèques postaux de Paris, à Renault-Le Mans.

CHEQUES POSTAUX « Une simple question de bon sens »

DEVANT les trois journées d'action divisées de la fonction publique, les 22, 26 et 27 octobre dernier, une réaction qui vaut la peine d'être racontée, car elle est révélatrice.

C'est aux Chèques postaux de Paris, à l'immeuble Montparnasse. Le 25 octobre, des militantes se réunissent, devant le mécontentement des travailleuses sur la succession des journées d'action. Nombreuses à être adhérentes à la CFDT, elles discutent. Et la section sort un tract : « Question de bon sens, ne pas éparpiller nos forces. » L'argumentation n'a pas besoin d'être très compliquée : ça ne va pas, les patrons en prennent à leur aise, y compris sur l'UNEDIC. Bref, on est très loin de ce qu'on attendait. Elles publient les deux plates-formes, l'une en face de l'autre, celle de la CGT et celle de la CFDT : « A l'évidence l'unité est possible. » Bien sûr, cette plate-forme, traduisant les positions du syndicat, n'est pas partagée par toute la CFDT... « Mais, souligne le tract, il nous faut au moins faire l'unité entre tous ceux qui sont d'accord. »



Pétition pour l'unité, vite diffusée sur l'immeuble, vite signée : plusieurs centaines, avec des réactions contrastées du côté de la CGT, des adhérents signant sans aucune difficulté et d'autres militant(e)s s'arrangeant pour ne pas être à leur poste de travail. Cette initiative, ensuite, a été reprise sur l'autre immeuble à Bourseul.

Une telle sensibilité, immédiate, sur l'unité d'action nécessaire, ici, n'a rien d'étonnant : les conditions de travail, comme les salaires, sont inacceptables, car la rentabilisation accompagne l'austérité dans beaucoup de services !

Aussi, c'est dès le mois de juin que, à l'appel de la CFDT et malgré la réponse négative de la CGT, une pétition adressée au gouvernement avait été signée par plus de 1 500 femmes sur 6 000, pour protester contre le blocage des salaires et les mesures d'austérité.

Initiative prolongée en juin ou réaction immédiate devant la division en octobre, la question est la même, devenue seulement plus aiguë avec le temps : c'est à « ceux et celles d'en bas » d'imposer le changement, et cela passe par la nécessité de l'unité. « Une simple question de bon sens », comme disait le tract.

RENAULT LE MANS Les OS montrent ce qu'ils veulent

De notre correspondant.

7 000 OS de Renault Le Mans sur 9 000 ont participé, le mardi 9 novembre, à un débrayage de deux heures. Cette mobilisation, exceptionnelle par les temps qui courent, s'explique aisément : après avoir appelé séparément à des réunions d'information pour leurs adhérents et sympathisants, la CGT et la CFDT ont appelé ensemble à l'action commune et unitaire. C'est à l'initiative de la CGT, majoritaire (60 %), et après accord de la CFDT, qu'un mot d'ordre de deux heures de débrayage a été lancé, le matin pour la nor-

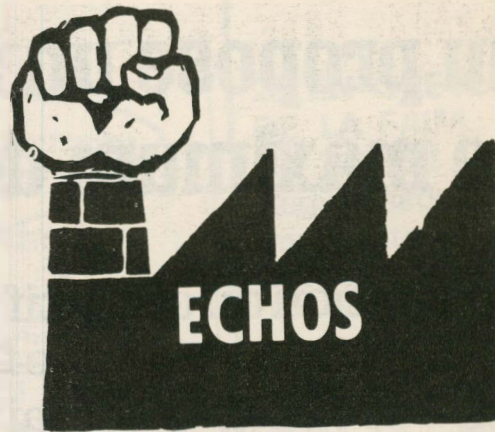
male et une équipe, l'après-midi pour l'autre.

Au cours de ces débrayages, un meeting s'est tenu, devant le bâtiment de la direction, avec une prise de parole séparée de chacune des deux organisations. Un millier de personnes y ont assisté le matin. Dans certains ateliers traditionnellement combatifs, 80 à 90 % des ouvriers avaient arrêté le travail. La base a ainsi montré aux directions syndicales de quoi elle est capable pour peu qu'on lui propose de se battre dans l'unité et sur un objectif clair.

La plate-forme revendicative, en effet, comporte le refus des propositions de la direction sur les salaires

pour 1982, l'augmentation du complément mensuel uniforme, un deuxième contrat de solidarité, très populaire chez les anciens, nombreux, restés sur le carreau par la volonté de la direction, la réduction du temps de travail.

Une question se pose maintenant : si les négociations avec la direction, prévues pour le 16 novembre, échouent, les directions syndicales seront-elles prêtes à récidiver, dans l'unité ? Voudront-elles passer la vitesse supérieure dans l'action sans agiter des divergences autour de leurs programmes respectifs pour essayer de justifier division et immobilisme ?



SOTTEVILLE-LES-ROUEN Grève de la faim à l'hôpital psychiatrique

C'est la cinquième semaine de grève à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen. Les travailleurs sont bien décidés à mettre fin aux provocations permanentes dont le directeur de l'établissement s'est fait le spécialiste : licenciements, atteintes au droit syndical, menaces nominales envers les travailleurs et les délégués syndicaux épinglés à foison sur les murs des services. La mobilisation est massive.

Mercredi 17 novembre, une manifestation interprofessionnelle de soutien est appelée à Rouen dans l'unité par la CGT, la CFDT, le comité de grève de l'hôpital, avec le soutien des unions locales CGT et CFDT.

Depuis cinq semaines, ils ont accumulé les démarches, délégations à la préfecture, à la DDASS, au ministère de la Santé. Ils se sont partout cassé le nez. Dix-huit mois après le 10 mai, cinq semaines après le début de leur grève, le ministère couvre toujours les agissements d'un directeur arrogant, ennemi du changement, contre les droits des travailleurs, tout simplement ! C'est cette situation grave qui a amené la dernière assemblée générale à prendre une décision exceptionnelle : depuis mardi matin, les délégués syndicaux et des membres du comité de grève ont entamé une grève de la faim, sous le contrôle, avec l'aide et le soutien de l'ensemble des grévistes. Ils attendent tous que le ministère ouvre la bouche et prenne ses responsabilités. Ils ont besoin du soutien de tous, à la hauteur de leur détermination dans la lutte.

TRAVAILLEURS EN FORMATION : Manifestation dans l'unité le 26 novembre

Les travailleurs en formation du secteur sanitaire et social manifesteront dans l'unité le 26 novembre, pour que leur soit reconnu le statut de travailleurs en formation.

Alors qu'ils ont contribué à la victoire électorale du 10 mai, le gouvernement fait la sourde oreille aux revendications pourtant élémentaires qu'ils ont formulées et pour lesquelles ils ont déjà manifesté en juin et novembre 1981, en mars 1982 devant les ministères de la Santé et de la Solidarité nationale.

Si quelques droits nouveaux leurs ont été accordés par le gouvernement de gauche, l'essentiel leur a été refusé. Ils demandent :

— la suppression du contrat de cinq années pour les élèves infirmiers psychiatriques et un statut de travailleurs en formation ;

— la garantie de ressources au moins égale au SMIC, sans contrat, minimum indispensable pour vivre et se former décemment, pour les élèves éducateurs, les élèves éducateurs de jeunes enfants, les assis-

tants sociaux et les autres formations du secteur social ;

— une garantie de ressources au moins égale au SMIC, sans contrat, la suppression de la franchise maladie, etc., pour les élèves infirmiers préparant le diplôme d'Etat.

Pour obtenir satisfaction sur ces revendications, le Comité régional de coordination des syndicats santé et sociaux CFDT de la région parisienne, la Coordination des élèves infirmiers et infirmières de la région parisienne, la Coordination région parisienne des élèves infirmiers psychiatriques appellent les travailleurs en formation à une manifestation nationale à Paris le 26 novembre 1982. Départ à 13 h du pont de Sully (métro Sully-Morland).

A ARGENTEUIL, ILS ONT OCCUPE ILS ONT GAGNE

Schmid Galva à Argenteuil : des patrons d'avant-garde. Coincée dans la vieille zone industrielle, cette petite boîte de galvanisation (remise à neuf de vieilles pièces de ferraille) qui n'a jamais pu atteindre les 50 employés, est partie en grève le 2 novembre à partir du refus d'une prime de 100 F promise pour octobre (coût total 3 740 F). Devant le refus de négociation de la direction, l'ensemble du personnel a décidé, d'une part, d'occuper l'entreprise, d'autre part, d'étendre les revendications à l'ensemble des problèmes qui ne manquent pas :

— salaires : de 2 900 F à 3 800 F nets par mois malgré les qualifications. Coefficients inchangés en trois ans ;

— conditions de travail : locaux ahurissants d'insécurité (toit percé, pas de chauffage, circuit électrique pourri, fosses non protégées), douches pas chauffées, manque de savon, un seul bleu de travail pour l'année, pas de roulement pour les ouvriers travaillant sans masque au-dessus des cuves d'acide.

Ce que les ouvriers dénoncent précisément c'est l'incohérence de la gestion patronale. Leur patron ose refuser le remplacement d'un fusible mais, par ailleurs, dépense l'argent avec une facilité propre aux capitalistes : le directeur a ainsi réussi à dépenser 5 millions en une seule fois (frais de représentation). Depuis 3 ans, l'usine loue 4 500 F par mois un camion qui aurait déjà été remboursé si on l'avait acheté. Les cuves cassées ne sont pas réparées...

Ce gaspillage systématique, les ouvriers ont découvert à quoi il menait : en occupant la boîte, ils ont trouvé dans les papiers du patron un plan de dépôt de bilan. Ceci explique d'autant mieux le refus patronal de satisfaire les revendications avancées, surtout celles sur les salaires : rattrapage de 8 % (égale 300 F plus deux cents francs de prime de reprise). Si elle est prête à considérer certaines revendications (conditions de travail), la direction refuse l'augmentation des salaires en se retranchant derrière les consignes de l'UIMM... et du gouvernement.

Dans ces conditions, les ouvriers luttent avec la CFDT pour faire plier les riches petits patrons qui osent pleurer misère.

Dernière minute : en négociation, ils ont eu satisfaction sur quasiment toutes les revendications.

L'APPEL DE ROUEN

20 000 signatures, un large écho

• Dans les villes et entreprises, c'est par centaines qu'ils répondent à l'appel... même quand des voix discordantes voudraient les empêcher de signer

Il y a deux mois à peine, mille travailleurs de Rouen rendaient publique leur lettre à F. Mitterrand et aux députés du PS et du PCF.

« Nous lançons cet appel pour qu'il soit repris par les travailleurs et les travailleuses de notre région, mais aussi dans toute la France. Tous comme nous ont voté le 10 mai, tous subissent la perte du pouvoir d'achat et le chômage. Nous voulons qu'avec nous ils fassent entendre leur voix... », déclaraient-ils le 28 septembre lors de leur première conférence de presse.

Le « premier écho », nous en avons rendu compte: leur appel est aujourd'hui largement signé et connu à travers le pays; à Rouen même, ils ont aujourd'hui dépassé les 2 500 signataires et sont toujours persuadés que « le plein est loin d'être fait ». « C'est gagné pour la première étape », disent-ils simplement.

Si l'écho se traduit très souvent par une ou des centaines de signatures dans chaque entreprise où circule l'appel, il prend parfois l'allure de fausses notes, ou de silences... du côté des directions du mouvement ouvrier, partis et syndicats. De ce côté, le débat serein qui doit accompagner l'action commune n'est pas encore ouvert. Les exemples en sont nombreux.

Des échos et des fausses notes

« Une pétition circule dans notre établissement contre le président de la République, les députés socialistes et communistes. Cette pétition est à l'initiative de la LCR, bien que ses instigateurs n'aient même pas eu le courage de le dire clairement: NE VOUS LAISSEZ PAS TROMPER », pouvait-on lire dans un tract du PCF distribué aux ateliers SNCF de Moulin-Neuf, trois jours après que l'appel de Rouen ait commencé à circuler, recueillant deux cents signatures. Certains travailleurs en rirent, d'autres se demandaient: « Comment le parti des travailleurs, le parti de G. Marchais, peut-il nous mettre en garde lorsque nous signons une pétition qui demande de se mobiliser dans l'unité contre la droite et les patrons, de refuser les mesures d'austérité? »

Clarté oblige: ceux qui fai-

saient signer présentèrent alors l'appel accompagné du tract du PCF Moulin-Neuf afin que les cheminots ne se laissent pas tromper...

Mais ces fausses notes-là — d'autres du même type ont retenti ici et là — n'ont évidemment pas convaincu. Ni les militants du PCF ni leurs collègues de travail... et nombreux sont ceux qui ont signé l'appel.

« Je voudrais simplement dire au gouvernement qu'il se trompe de route et que trop c'est trop, nous n'avons pas été élus pour faire la politique du patronat... » Ce n'est pas d'un signataire de l'appel de Rouen que vient cette réflexion (à moins que...), mais d'André Laignel, député, secrétaire national du PS... C'est une réflexion qui « reflète l'avis de très nombreux militants et élus du PS », remarquait-il.

C'est, entre autres, ce que soulignait l'appel de Rouen un mois et demi avant. Et c'est cette réalité, renforcée par les remous qui ont suivi le dernier discours de Pierre Mauroy, qui explique la présence de militants du Parti socialiste parmi les signataires dans les villes et entreprises.

Comme le disait, il y a quelques jours à Rouen, un militant du PS, membre du CERES, animateur d'Union dans les luttes lors de la campagne présidentielle: « Oui, là, vraiment ça ne va plus, je signe l'appel, il faut reconstruire l'unité et la mobilisation... »

Dés fausses notes et des silences!

« Les travailleuses et les travailleurs (actifs, retraités, sans emploi) soussignés considèrent que le moyen essentiel pour résoudre la crise que connaît notre pays, et pour résorber le chômage, c'est la relance de la consommation intérieure, estimation que la décision de bloquer les salaires jusqu'en octobre 1982 va à l'encontre de cet objectif. C'est une injustice sociale, une erreur économique et politique... » C'est une pétition de l'UD Seine-Maritime de la CGT qui commence par ces mots. Mise en route peu après l'appel de Rouen, on ne l'a guère vu circuler dans les entreprises.

Il est vrai qu'il aurait été difficile pour les militants de la CGT, pour ceux qui sont membres du PCF a fortiori, de faire signer cette pétition tout en refusant de signer l'appel de Rouen... « parce qu'il s'attaque au gouvernement »!

Lors de la visite d'Henri Krasucki à Rouen il y a quelques jours, aux Papeteries de la Chapelle et à Renault-Cléon, deux entreprises d'où l'appel de Rouen est parti, les signataires présents attendaient avec curiosité les réflexions du secrétaire général de la CGT sur l'appel de Rouen. Ils furent déçus. Ce fut le silence.

« C'est vrai, la politique du gouvernement n'est pas satisfaisante et l'action syndicale comporte des lacunes », disait récemment un responsable de l'union régionale CFDT... pour expliquer, en partie, le succès de l'appel.

Les silences, fausses notes et demi-mots s'accumulent, mais les signatures de militants CGT et CFDT s'alignent nombreuses sur la pétition.

Ce que pensent les travailleurs

« Ça ne va pas du tout là-haut, va falloir leur botter le cul pour que le changement avance », disait un travailleur de Renault en signant l'appel à la porte de l'entreprise.

L'explication du large écho de la pétition dans le pays est là, elle est simple. Ceux qui ont voté le 10 mai pour que ça change voient aujourd'hui, dans leur vie quotidienne, la baisse de leur salaire s'accumuler avec les menaces sur l'emploi maintenues... Au moment où le patronat, toujours en place, renforce son arrogance à mesure des cadeaux qu'il arrache au gouvernement...

Alors les travailleurs disent ce qu'ils pensent, persistent, et signent... l'appel.

L'appel de Rouen a maintenant « percé » nationalement.

Les initiateurs se proposent, à partir de la conférence de presse nationale de samedi, de « prendre le deuxième souffle », pour faire entendre à plein les voix des « convaincus du changement ».

Michel Morel

De la pétition à l'action

VIDEOLOR-LYON, entreprise de la métallurgie, 1 000 travailleurs, de nombreux OS, immigrés, 600 femmes. Les conditions de travail y sont très dures: les taux d'accident cardiaque et de fatigue nerveuse et visuelle connaissent une progression alarmante.

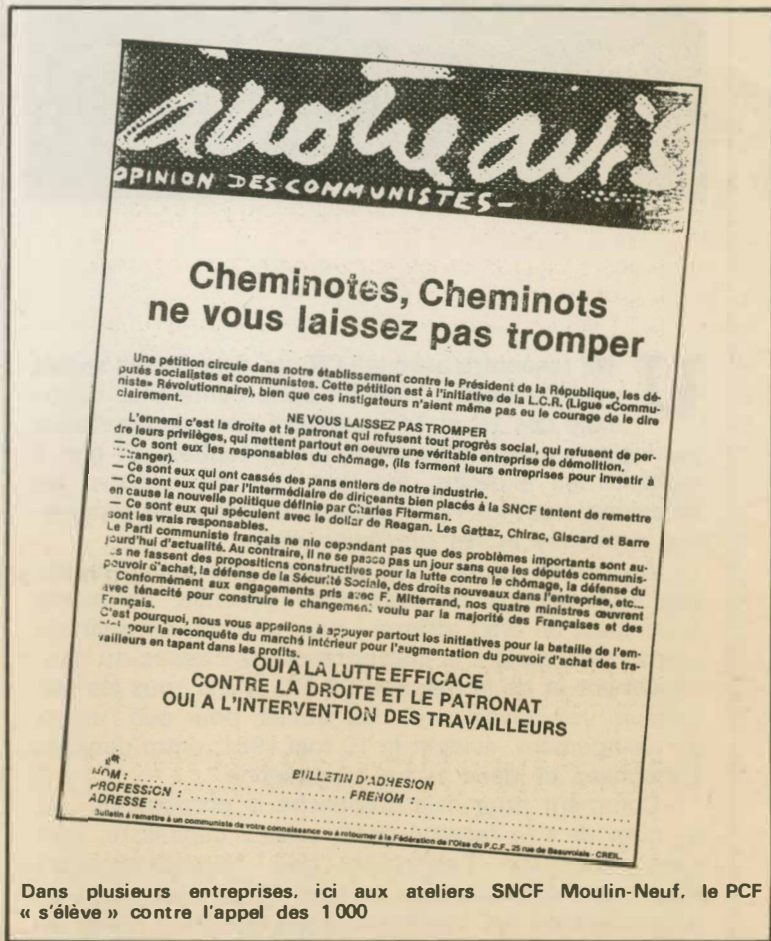
Un des initiateurs de l'appel à Lyon, militant syndical, membre du PCF, travaille à Videolor. « On avait tout fait pour que la gauche passe en 1981. » « Patatrac on a réussi! On est rentré dans les ateliers les deux doigts en l'air. » Puis

arrive une réunion de délégués du personnel: « On nous annonce des suppressions d'emplois. » « On avait gagné, mais on avait perdu... »

Prenant connaissance de l'appel, il décida de le faire connaître aux travailleurs de l'entreprise qui se posaient les mêmes questions que lui... Mais le patron, lui, ne supporte pas les « pétitions politiques ». « Vous qui êtes membres du parti, vous allez contre les directives du gouvernement: que vous avez élu... » et sans hésitation le patron le pousse à la porte. Il sera réintégré avec l'ap-

pui des délégués et des travailleurs.

Cette riposte a lieu au moment où la mobilisation monte dans l'entreprise. Par des pressions multiples, la direction essaie en effet de faire passer cent suppressions d'emplois par les « préretraites » et le « retour au pays ». Les discussions sont vives, l'aspiration à l'action unitaire fait son chemin, les signataires CGT et CFDT de l'appel en sont les premiers artisans. Mardi, la grève a démarré... L'appel de Rouen fait peur au patronat et encourage les travailleurs à l'action.



PTT PARIS XVII^e

Au bureau PTT Paris XVII^e (tri-distribution), les traditions de lutte sont fortes: contre la restructuration à la distribution postale, pour le samedi libre, pour de meilleures conditions de travail au centre de tri. A l'initiative de la CFDT, une mobilisation se prépare pour les effectifs et une seule tournée le samedi matin. L'aspiration à l'unité aussi est forte, le succès d'Union dans les luttes en fut le témoin, la CFDT tient à l'unité d'action.

L'appel de Rouen a connu un vif succès. 400 signatures sur les 700 travailleurs du bureau. Dans la CFDT, à part le secrétaire de section, chez une majorité de militants CGT, et des syndiqués FO. Un militant du PCF a montré la pétition à ses collègues pour qu'ils la signent, attitude

unitaire des militants de LO et du PCI.

SIGNATURES SUR LA REGIE

Il y a quinze jours, mille travailleurs de Renault, de Cléon et Sandouville, s'adressaient à tous ceux de la Régie pour qu'ils signent, comme eux, l'appel des mille de Rouen.

A la porte de Cléon, deux cents nouvelles signatures à l'entrée du quart d'après-midi, la semaine dernière.

A Flins, où la pétition n'était pas encore connue, cent signatures, CGT, CFDT, non-syndiqués, mardi midi à la porte de l'entreprise. Des militants du PCF ne trouvèrent qu'un moyen pour refuser de signer: défendre sans hésiter les mesures du gouvernement...

A Billancourt, ils feront signer vendredi.

Samedi 20 novembre, conférence de presse nationale des signataires de l'appel des mille de Rouen. Paris, 14 h, Bourse du Travail, rue du Château d'Eau, salle Ambroise-Crozat.

LE PCI S'EN VA-T-EN GUERRE...

« Groupement petit-bourgeois », « soutien au gouvernement de front populaire », « alliée des amiraux et des généraux », « au coude à coude avec l'ambassadeur de Brejnev », « vers un parti centriste crypto-stalinien », « pacifiste... projaruzelski »...

Voilà quelques appréciations et qualificatifs portés par une brochure du PCI sur la LCR signée par D. Seljouk et qui, pourtant, se présente comme une proposition « pour ouvrir les discussions... sans concessions, mais sans polémique inutile ». En fait, il s'agit d'une brochure qui ne reprend que des citations tronquées, ne fait référence à aucun document officiel de notre organisation et caractérise notre organisation comme étant liée au stalinisme... Son seul but, c'est de clore une discussion avant de l'ouvrir.

A moins que la violence du ton et le style de la brochure s'expliquent par tout autre

LE PCI tiendra son prochain congrès fin décembre et tout ne semble pas aller pour le mieux dans ses rangs. Les attaques brutales contre la LCR sont un moyen d'essayer d'éviter toute remise en cause de la politique de la direction par les militants.

Le PCI présente la période ouverte par la victoire du 10 mai comme une situation « prérévolutionnaire » qui peut d'un instant à l'autre déboucher sur une situation révolutionnaire. Pour répondre aux exigences de cette conjoncture, son comité central d'août expliquait : « Les moyens les plus importants de notre combat politique consistent à aider les masses laborieuses et la jeunesse à combattre contre la bourgeoisie, en démontrant à leurs yeux le lien contradictoire entre les mesures bourgeoises prises par le gouvernement et la majorité PS-PCF qu'elles ont investie pour une autre politique. C'est dans la recherche au plus près de leur état d'esprit de ces moyens politiques (tactiques, mots d'ordre) pour aider les masses laborieuses et la jeunesse que nous pourrions grouper et organiser sur une base pratique d'action, dans le PCI, l'avant-garde, pour réaliser l'objectif réalisable dans la présente situation, le parti des 10 000. »

Un mois après, le jugement du comité central de septembre du PCI est très sévère. Non seulement les quotas de recrutement fixés n'ont pas été tenus, mais, explique sa résolution, « l'énorme pression du front populaire, véhiculée par les appareils bureaucratiques, décuplée par l'approche de la crise révolutionnaire, s'exerce aujourd'hui sur la direction du PCI », « la pression du front populaire s'exerce à tous les niveaux du parti, à partir du sommet, tendant à disloquer tout notre dispositif ».

Le diagnostic est grave, pourtant

chose : un moyen de masquer les problèmes que rencontre le PCI.

Au niveau international d'abord. En 1979, il participait à une opération scissionniste contre la IV^e Internationale, convoquant une « conférence mondiale ouverte », et s'en allait proclamer la « IV^e Internationale reconstruite »... Moins d'un an et demi après, son bloc avec le PST argentin, dont le seul ciment était la lutte contre le secrétariat unifié, allait exploser sous les coups des développements de la lutte des classes et le refus des protagonistes de mener les discussions.

Bilan : le PCI se retrouve avec un regroupement international autour des deux seules organisations qui puissent prétendre à ce nom en France et au Brésil. A ces coordonnées internationales s'ajoutent les problèmes que rencontre cette organisation dans la situation ouverte par le 10 mai en France.

La direction du PCI s'avère peu capable d'en analyser les racines. A nos yeux, elles sont doubles : auto-proclamation sectaire du PCI et opportunisme vis-à-vis de la majorité PS-PC » que cache mal la surenchère qui réclame le départ de Delors.

Pressions sur la majorité PS, PC...

La bataille pour le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale est un bon exemple. Depuis de longs mois, des secteurs importants du mouvement des masses s'étaient engagés dans la mobilisation pour exiger que la majorité PS-PC satisfasse cette revendication élémentaire. L'OCI a préféré organiser sa propre mobilisation à côté « du mouvement réel ». Au moment où se prépare activement une manifestation nationale, *Informations ouvrières* explique que le PCI a gagné puisque le groupe parlementaire PS a promis à sa délégation qu'il allait déposer un projet de loi. Les numéros suivants d'*Informations ouvrières* seront obligés de déchanter...

On connaît la suite, ce n'est ni la majorité PS-PC, ni le gouvernement, mais directement Matignon qui annonce le remboursement de l'IVG (avec des modalités d'ailleurs critiquables), deux jours avant la manifestation unitaire du 23 octobre... à laquelle ne participait pas le PCI.

Dans la pratique, si l'on compare l'intervention de la LCR et du PCI, ce sont bien deux lignes qui se sont appliquées. Celle du PCI, une ligne de « pression ». Celle de la LCR qui, tout en interpellant la majorité PS-PC, ouvre la voie pour la mobilisation des travailleurs. Mais comment faire autrement si l'on veut « aider les masses laborieuses à combattre contre la bourgeoisie » et démontrer « le lien contradictoire entre les me-



Lambert, dirigeant du PCI

sures prises par le gouvernement et la majorité PS-PCF qu'elles ont investie pour une autre politique ? Déjà, le 5 juin, lors de la venue de Reagan, le PCI avait rompu l'unité pour opposer à la mobilisation réelle sa propre initiative. D. Seljouk, dans sa brochure, redéveloppe les arguments qu'avait, à l'époque avancés le PCI pour justifier son attitude, en oubliant une seule chose : les multiples démarches qu'avaient alors multipliées le PS et le gouvernement pour éviter toute mobilisation. Pas très à l'aise d'ailleurs, D. Seljouk préfère la fuite en avant : il affirme que l'initiative préparée au dernier moment par la direction du PCI pour la venue de Reagan a regroupé 5 000 personnes... Ceux qui ne sont pas d'accord avec ce mensonge éhonté sont tout simplement traités d'agents... de la préfecture de police !

On pourrait multiplier les exemples de cette politique. Ainsi, ces derniers temps, les directions syndicales ont multiplié l'appel aux journées d'action. Le PCI n'a pris, en tant qu'organisation, aucune position jusqu'à ce que FO appelle à une journée d'action — le 22 octobre — dans la fonction publique. Surprise... le PCI déclare : « Cette grève est juste... », appuie l'appel de FO sans combattre un seul instant pour une grève nationale unitaire de la fonction publique. Ou bien on voit le bureau national de l'UNEF-ID, animé par le PCI, se proposer « d'amender » la réforme gouvernementale qu'A. Savary propose pour les universités. C'est là porter un grave préjudice à l'action indépendante des syndicats.

Pour couvrir cet opportunisme pratique, le PCI fait de la surenchère politique et idéologique en menant bataille pour l'expulsion de Delors du gouvernement. Delors pourtant, comme Mauroy, Bérégovoy, Mitterrand, Chevènement, etc., est membre du PS et ne défend pas une politique différente. C'est Mauroy qui monte en première ligne pour justifier le blocage des salaires et les cadeaux au CNPF ; c'est Bérégovoy qui

attaque la Sécurité sociale et s'oppose, avec l'appui direct de Mitterrand, au remboursement de l'IVG. Mais le PCI s'acharne uniquement contre Delors pour mieux garder le silence sur la politique de Mauroy, Mitterrand ou de Jospin et de la direction du PS.

Ainsi s'éclaire son mot d'ordre : « Gouvernement PS-PCF sans ministres représentant ou défendant les intérêts de la bourgeoisie. » Un gouvernement sans Delors, mais avec Mauroy, Bérégovoy, Fiterman ne défendrait-il pas les intérêts de la bourgeoisie ?

Avec une telle méthode, le PCI est loin de la traditionnelle bataille des trotskystes contre les ministres bourgeois qui peut, à un moment, cristalliser la bataille pour la rupture avec la bourgeoisie. Il s'oriente de fait vers une politique de pression sur certains secteurs du « front populaire », en l'occurrence sur certains secteurs de la social-démocratie, qu'il suppose être « moins sensibles » aux pressions du patronat que d'autres...

Pour « appliquer leur propre programme »

Ce qui explique peut-être « l'innovation théorique » à laquelle se livre un dernier numéro d'*Informations ouvrières* en écrivant : « Là se situe le combat du PCI. Mais au fait, n'est-ce pas la continuité du combat de Lénine en 1917, qui exigeait des mencheviks et socialistes-révolutionnaires au pouvoir (nous dirions aujourd'hui du PS et du PCF) qu'ils rompent avec la bourgeoisie pour au moins appliquer leur propre programme. » Nous n'allons pas ici discuter sur l'inexactitude de la référence à Lénine. Mais nous posons une simple question : la politique du PCI serait-elle que le PS et le PC appliquent leur propre programme de collaboration de classes ?

Dans ces conditions, le slogan du PCI (« que la majorité PS-PC respecte son mandat ») s'éclaire de façon particulière. Il ne s'agit plus d'opposer des promesses de Mitter-

rand (six mois, IVG) à la politique actuelle du gouvernement, ni de mettre en contradiction les aspirations des travailleurs qui ont élu une majorité PS-PC avec la politique actuelle de cette majorité et du gouvernement. Mais on laisse des illusions sur le fait que la majorité PS-PC au Parlement est largement autonome par rapport « au gouvernement de front populaire » et plus « progressiste » que lui.

Tout autre est la politique préconisée par Trotsky dans le *Programme de transition* : « De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan... En même temps, nous déployons une agitation incessante autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer, le programme du gouvernement ouvrier et paysan. »

La politique sectaire et autoproclamatoire du PCI n'est que le revers de cet opportunisme. Au lieu de s'appuyer sur les mobilisations réelles des masses, d'œuvrer au développement de ces mobilisations par une politique de front unique et « d'interpeller », à travers elle, la majorité PS-PC, le PCI multiplie ses propres initiatives de « pression » sur une aile de l'appareil social-démocrate. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il ait du mal « à organiser sur une base pratique d'action, l'avant-garde » et « à réaliser l'objectif du parti des 10 000 ».

A. Artous F. Ollivier

A PARAITRE

Critique Communiste
revue mensuelle
de la
Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)

AU SOMMAIRE DU NUMERO DE DECEMBRE

● Le rapport sur la situation présenté à la conférence nationale ouvrière.

● Un dossier important sur la fiscalité en France.

● Quand E. Maire, minoritaire dans la CFDT, défendait une orientation de gestion du capitalisme... dans les années soixante.

● La victoire socialiste en Espagne.

Le rapport présenté par Charles André Udry à la conférence nationale ouvrière sera publié dans le numéro de janvier.

Et les municipales ?

Pour l'instant le PCI n'a pas pris position sur une question pourtant cruciale. Va-t-il, dans le cadre de ses propres listes ou, comme le propose la LCR, de listes unitaires, présenter des candidats pour les municipales. Question cruciale pour des révolutionnaires : dans une situation où le PS et le PC sont au gouvernement, ne pas être présent dans la bataille des municipales, c'est de fait, dans la pratique, refuser de se démarquer de « la majorité présidentielle ». Telle est pourtant la voie que semble prendre le PCI.

Par contre, comme pour « couvrir » cet opportunisme, pour le second tour, voire pour le premier, le

PCI propose une consigne de vote « dure » : pas une voix pour les candidats bourgeois, radicaux ou gaullistes « de gauche » présents sur les listes du PC ou du PCF. Comme la loi électorale ne permet pas de rayer des noms sur une liste et que dans l'énorme majorité des cas, celles du PC et du PS comporteront des personnalités bourgeoises, cette consigne de vote aboutit en fait à un vote nul !

C'est pour ces raisons que la LCR a décidé d'appeler à voter pour les listes conduites par le PC ou le PS, même si elles comportent des candidats bourgeois. Par contre d'appeler à refuser toute voix à des listes conduites par des bour-

geois, même « de gauche ».

Lors des élections municipales de 1977, le PCI (à l'époque l'OCI) avait pris une position analogue. Position fort littéraire d'ailleurs. Car, si à usage interne ou dans ses débats avec la Ligue, une telle consigne de vote était présentée comme relevant d'une position de principe, dans ses explications vers les travailleurs, dans son agitation vers l'extérieur, l'OCI avait été fort discrète. En s'en tenant à une consigne de vote générale pour le PC et le PS, sans jamais explicitement appeler à rayer les candidats bourgeois donc à voter nul... les principes restaient dans la poche... Parions que, pour les futures municipales, il en sera de même.

Les socialistes espagnols face au problème basque

L n'a pas fallu une semaine après les élections du 28 octobre pour que l'un des problèmes les plus explosifs de l'Etat espagnol resurgisse avec force. Le prétexte en fut l'assassinat, le 4 novembre, du général Victor Lago Roman

par l'ETA-militaire. Cet acte prit d'autant plus de relief que la division blindée « Brunete », que commandait cet officier, a été impliquée dans toutes les conjurations qui, depuis deux ans, contribuent à alimenter le climat que l'on sait de l'autre côté des Pyrénées.

Jamais aucun gouvernant n'a réussi à imposer l'unité de l'Espagne. La dictature franquiste, dont c'était pourtant l'un des principes de base, moins que toute autre. Au contraire, au Pays Basque, la revendication nationaliste fut l'un des vecteurs essentiels du combat contre le caudillo. Le processus de « réforme politique » initié au milieu des années 1970 fut l'occasion, pour l'aile moderniste de la classe dominante, de chercher à se débarrasser d'un centralisme qui avait fini par devenir un obstacle au développement économique du pays.

Des statuts d'autonomie furent promulgués. Leur objectif majeur était d'asseoir la stabilité du régime parlementaire sur un partage des pouvoirs avec les bourgeoisies nationalistes basque et catalane, ce qui était censé désamorcer la revendication d'autodétermination. Telle est la solution que reflète l'article 2 de la Constitution : « La Constitution repose sur l'unité indissoluble de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui en font partie... » Les gouvernements autonomes se virent, dans ce cadre soigneusement délimité, attribuer une série de compétences : enseignement, aménagement du territoire, santé et même certains pouvoirs de police.

L'échec de la stabilisation

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en Euskadi cette tentative fut un fiasco. Aux yeux de la population, les statuts apparurent sous leur vrai jour : une manœuvre pour nier les droits nationaux. Le refus d'inclure la Navarre parmi les régions sous administration autonome, tout comme la poursuite de la répression contre les nationalistes radicaux, firent beaucoup dans cette prise de conscience. Dans le même temps, de toutes les zones industrielles du pays, cette province a été la plus



touchée par la récession et la chute des investissements. Le chômage touche aujourd'hui 18 % de la population active, ce qui équivaut à trois points de plus que la moyenne nationale.

Il en résulte un divorce croissant entre les Basques et l'Etat central. En 1977, un tiers seulement des électeurs votaient pour les formations nationalistes ou autonomistes. Mais au fil des années, les organisations se revendiquant de l'identité basque acquièrent la majorité absolue des suffrages dans les principales circonscriptions de la province. Mieux, il y a un an, un rapport de la fondation FOESSA faisait apparaître que 50 % de la population se sentaient basques plutôt qu'espagnols et que 36 % d'entre eux manifestaient des désirs d'indépendance. Les partis réformistes, qui collaborèrent avec le gouvernement de Madrid dans la mise en œuvre de la « réforme », se discréditèrent et furent les premières victimes de cette évolution. En 1979, la gauche non nationaliste représentait seulement 18,7 % de l'électorat, contre environ un tiers deux ans auparavant.

La situation était suffisamment dégradée pour inquiéter un appareil d'Etat sorti intact de la dictature. L'assaut avorté contre les Cortes le

23 février 1981, les menaces de la hiérarchie militaire qui l'accompagnaient, furent l'occasion de remettre en cause les timides concessions faites en 1977. L'armée prit en main la répression contre l'ETA et la loi « antiterroriste » permit d'arrêter plusieurs milliers de nationalistes et de leur appliquer la torture. Au moins deux cents « Etraks » demeurent actuellement emprisonnés et cinquante mille flics et soldats quadrillent toujours le territoire basque. Enfin, une loi « d'harmonisation des processus autonomistes » (LOAPA), visant à limiter les pouvoirs des institutions locales, fut adoptée. Cela ne fit d'ailleurs que contribuer à l'instabilité en forçant le parti nationaliste bourgeois (PNV), depuis deux ans à la tête du gouvernement autonome, à durcir le ton envers Madrid.

La crise du nationalisme

Malgré la répression, les menaces putschistes, une campagne hystérique contre le terrorisme, les nationalistes radicaux ont renforcé leur influence. « Les membres de l'ETA ont bénéficié d'une image positive comme patriotes et/ou idéalistes »,

constatait à ce propos le rapport FOESSA. Le 28 octobre dernier, en dépit d'une polarisation qui bénéficia aux socialistes, Herri Batasuna (la coalition qui exprime les vues de l'ETA-militaire) recueillit 210 000 voix, soit un gain de 40 000 sur le scrutin précédent. Il n'empêche que les « abertzales » traversent une crise sérieuse.

L'ETA politico-militaire, profondément divisée, a fini par éclater. En octobre, sa « VII^e Assemblée » annonça qu'elle déposait les armes. Cela marque l'aboutissement d'une évolution politique qui avait notamment vu Euskadiko Ezkerra — organisation traditionnellement proche des « polimili » — évoluer vers des positions franchement réformistes. Cela lui permit, entre autres, d'intégrer en son sein la majorité eurocommuniste du PC d'Euskadi (EPK). Euskadiko Ezkerra (98 000 voix aux dernières élections) offre désormais son concours aux tentatives de résoudre la crise du régime et prend la « ferme défense du processus constitutionnel démocratique face aux tentatives d'imposer un retour en arrière ».

Tout autre est l'évolution de l'ETA-militaire, qui n'a pas renoncé à la défense intransigeante du droit des masses à l'autodétermination et

s'oppose à la collaboration avec les forces bourgeoises. Mais, ce mouvement s'est enfoncé dans la spirale infernale des attentats individuels au détriment de l'organisation de la mobilisation populaire. Il justifie son recours à la violence en niant la différence existant entre le pouvoir actuel et la dictature précédente. « Parler de démocratie, expliquait en décembre dernier Txomin Ziluaga, dirigeant d'Herri Batasuna, dans une situation où l'armée est juge et partie, est un mensonge grossier ».

Ainsi s'explique l'assassinat du général Lago Roman, dont le seul effet pratique sera de relancer la stratégie de tension que la réaction cherche à organiser après le triomphe du PSOE. En chœur, l'Alliance populaire (le principal parti de droite) et l'UCD (l'actuel centre gouvernemental) viennent de sommer le futur Premier ministre de mettre Herri Batasuna hors la loi.

Par son acte, l'organisation clandestine entend annoncer qu'elle se comportera de la même façon que par le passé face au cabinet de Felipe Gonzales. Ce qui révèle une incompréhension fondamentale de ce que traduit le vote massif en faveur des socialistes : une aspiration à un changement profond des conditions de vie de la population laborieuse, qui ouvre de nouvelles et meilleures conditions pour les luttes.

La responsabilité des socialistes

Il reste que les vainqueurs du 28 octobre ont désormais la possibilité de négocier une trêve avec les « Etraks ». « Si on le lui propose, ETA discutera », vient d'affirmer Inaki Etxeola, un député nationaliste. La base de discussion qu'il avance paraît élémentaire : « Libertés publiques ; droit du peuple basque à un statut d'autonomie qui inclut la Navarre ; droit à l'autodétermination ; retrait des forces de l'ordre... » Et il va même jusqu'à ajouter : « Je ne dis pas que c'est le minimum. Dans une négociation, les deux parties font des concessions. »

Il est néanmoins peu probable que les socialistes saisissent cette occasion. Confrontés aux pressions de l'armée, ils préféreront sans doute, comme ils l'ont fait jusqu'à présent s'incliner et s'affirmer comme les meilleurs artisans de la lutte « antiterroriste ». « Avec tous les moyens dont dispose un Etat démocratique », a même cru bon de préciser Gonzales. Refusant de satisfaire les revendications du peuple basque, la principale organisation ouvrière d'Espagne risque fort de rater une chance historique.

Christian Picquet

IL NOUS FAUT

1 000 000 F

<input type="checkbox"/> Je souhaite m'associer à la campagne municipales	NOM
<input type="checkbox"/> Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire	Prénom
<input type="checkbox"/> Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne	Profession
<input type="checkbox"/> je verse	Adresse
<input type="checkbox"/> je verserai F par mois	
(chèque à l'ordre de la LCR)	
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil	

SOUSCRIPTION COLLECTEE PAR LES CAMARADES DE LA LCR

Perpignan	2 000
Tours, Patrice	50
Tours, Pascal	50
Louviers	450
Le Mans, Marcel	
et Jean-Paul	550
Elbeuf,	
cellule Renault-Cléon	250

Auxerre	200
Montbéliard,	
militants et	
sympathisants	200
Paris	
Cellule télécoms Nord	2
Samr-bis : ils persistent	
et signent	27,45
Samar-ter	30
Etudiants Jussieu	200
Ecole normale	200
Pour arrondir	0,55
	4 210

SOUSCRIPTION REÇUE A MONTREUIL

Orthez, Jean Pierre	100
Marseille, Carole,	
et une de plus !	
La lumière est au bout	
du tunnel	250

Sens, Jean Claude	100
Clermont, Stéphane	100
Carcassonne,	
Jean-Luc	100
Paris, Didier	100
Courbevoise, Philippe	100
	850

TOTAL de la semaine

4 210	
850	
5 060	
<hr/>	
TOTAL cumulé	
38 019	
5 060	
43 079	

URSS : LA MORT D'UN

Derrière le fiasco économique une société sans idéal

A la figure de Brejnev, maintenant mort et entermé aux côtés de Staline, le citoyen soviétique associera l'image de la pénurie croissante de ces dernières années. Nikita Khrouchtchev, peu de temps avant sa chute, avait promis que « l'Union soviétique rattraperait, puis dépasserait les pays capitalistes, et même le plus avancé d'entre eux, les Etats-Unis d'Amérique ».

Brejnev n'avait pas repris cette ambition. Ce prudent médiocre, qui savait se taire pour pouvoir durer, se contentait de vouloir contribuer à « la consolidation et au développement du socialisme ».

D'un taux de croissance annuel de 7,75 % en 1966-70 (déjà jugé insuffisant par rapport à la croissance de la première moitié des années cinquante, ce qui avait entraîné la mise sur pied des réformes Liberman en 1965) (1), on passe à 5,75 % en 1971-75, et on prévoit 3,4 % de taux de croissance moyen annuel pour 1981-85. Ces chiffres traduisent un ralentissement de la modernisation et du développement, donc un accroissement du retard sur les pays capitalistes.

Pénurie et privilèges

Pour les masses, cela signifie des difficultés accrues dans tous les aspects de la vie quotidienne.

- La consommation en produits d'origine animale est l'une des plus faibles qui soit dans tout le CAEM (2), et l'approvisionnement de la population s'est très nettement dégradé au cours de ces deux dernières années.

- Les chiffres de la récolte de céréales de 1981 n'ont pas été

publiés (c'est une première dans l'histoire économique soviétique !) (3). Le peuple a seulement appris que « les ressources de l'Etat en céréales permettront d'approvisionner la population en pain et autres produits de boulangerie ». Le gouvernement n'avait pas prévu, ou prévenu, une des conséquences de cette crise céréalière, la baisse de 2,6 % de la production de lait en 1981 par rapport à 1980 malgré l'augmentation de 0,5 % du cheptel de vaches laitières, baisse due sans doute aux carences alimentaires dudit cheptel !

- L'industrie est incapable de fournir à la population ce qu'elle est en droit d'attendre de la deuxième puissance industrielle mondiale : il y a une grande différence entre la quantité réelle de biens de consommation mis à la disposition de la population et la croissance de la production de ces biens telle qu'elle apparaît dans les statistiques. Selon les commandes passées par les organismes commerciaux officiels aux foires de gros, pour la plupart des produits, l'ajustement entre l'offre et la demande n'est pas réalisé, et même a été plus défavorable en 1981 qu'en 1979. Dans les rares cas où l'offre est globalement suffisante, le consommateur est insatisfait car la qualité ne répond pas à ses exigences les plus légitimes. Le niveau technologique est très en-deçà des standards internationaux actuels. Ainsi, la technologie des composants, qui est ancienne, ne permet pas à l'utilisateur de profiter des acquis les plus récents : seules 0,45 % des machines à laver sur le marché sont automatiques, pour ne

prendre que cet exemple... Enfin, la malfaçon se manifeste à une échelle si élevée qu'elle dépasse le simple intérêt du consommateur pour affecter l'équilibre économique d'ensemble : le volume des marchandises mises au rebut accroît considérablement la pénurie.

Le ralentissement de la croissance, et l'échec des diverses tentatives pour y remédier (réformes successives et contradictoires de 1965, 1972, 1979 et pro-

nergies et talents des autres couches sociales. Personne ne veut travailler ou assumer des responsabilités. Les exceptions deviennent des suspects. L'ère Brejnev, s'il y en a une, c'est le développement de l'apathie, du cynisme et de la corruption. Les appels à l'enthousiasme des appareils de propagande sonnent faux : quand les jeunes du komсомол participent au front pionnier du chemin de fer transsibérien (Baikal-Amour-Magistral),

soudre la question agricole, tout cela sans toucher aux privilèges. Ces questions ne sont pas vraiment neuves, elles faisaient déjà partie de l'héritage que Khrouchtchev avait laissé à Brejnev. Mais dix-huit ans plus tard, la crise s'est approfondie. Son accélération, sa généralisation depuis deux ans particulièrement, posent désormais une question nouvelle : l'accumulation du retard technologique qu'elle implique n'est-elle pas, à

Face à la crise généralisée du système bureaucratique, l'immobilisme était pour Brejnev le meilleur moyen de préserver les intérêts de la caste dirigeante.

gramme agro-alimentaire de 1982) tiennent largement à ce que Brejnev a tout fait pour empêcher le moindre changement qui aurait porté atteinte à la position de la caste dirigeante. Le développement massif de la corruption et du marché noir, et le non-respect d'un principe présenté jadis comme intangible, selon lequel les privilèges ne se transmettent pas héréditairement, marquent au contraire le renforcement de l'esprit de caste chez ceux qui se perçoivent non comme des serviteurs de l'Etat mais comme ses maîtres.

Apathie, cynisme et corruption

Cette mentalité paralyse la capacité de l'Etat de mobiliser les

c'est sur la base de primes allant jusqu'à 1 000 roubles par mois (salaire moyen : 150 roubles).

La société soviétique est désormais sans idéal. Ce n'est plus, non plus, la « forteresse assiégée » du temps de Staline ou de Khrouchtchev. « L'ouverture à l'Occident », qui n'est que la continuation d'une même politique de coexistence pacifique mais dans un contexte international différent, se traduit par l'abandon de la « vision héroïque de l'avenir » et l'adoption des normes occidentales dans la vision du bonheur individuel immédiat. Un symbole : Brejnev a mis la priorité sur la construction d'automobiles particulières au détriment des transports en commun, qui fonctionnent de plus en plus mal.

Andropov va donc devoir résoudre les questions suivantes : comment faire croître la productivité du travail, comment organiser la distribution, comment ré-

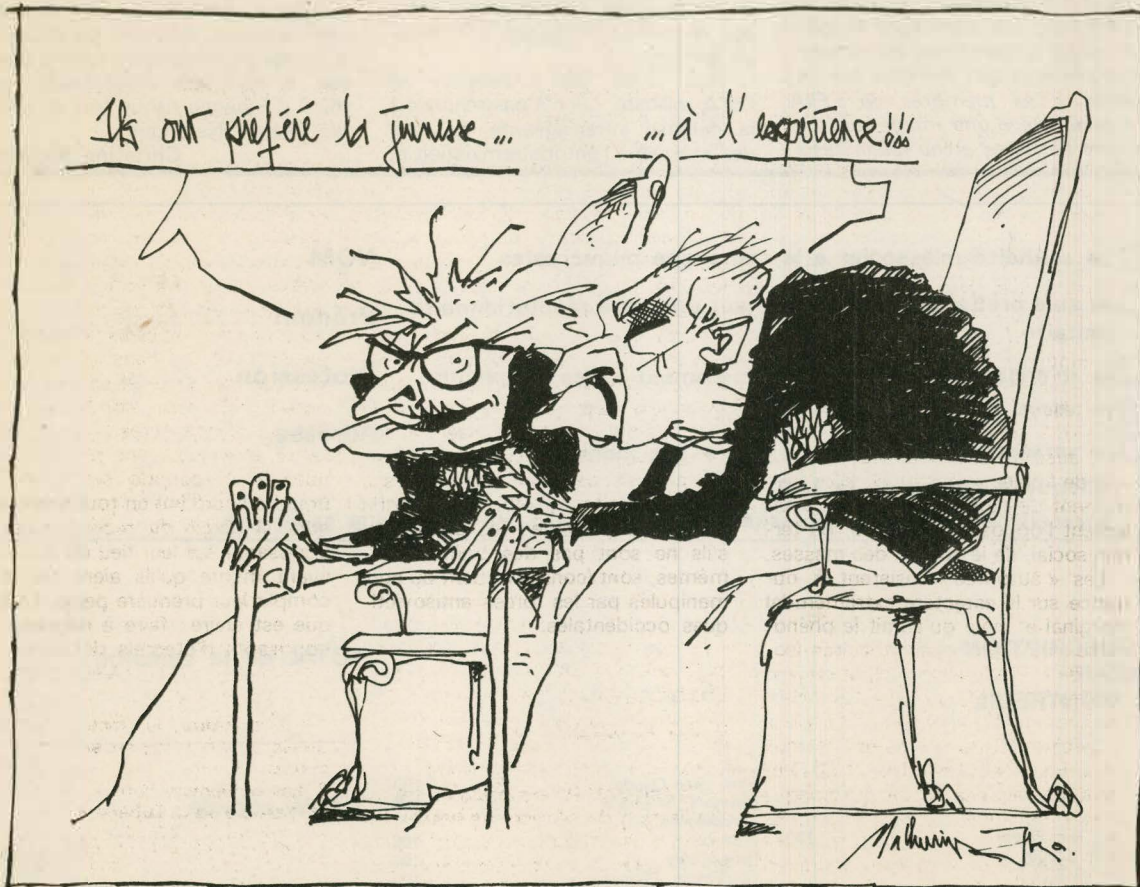
terme, contradictoire avec la poursuite du développement de la puissance militaire ?

I. Natacha

1. La réforme Liberman visait à stimuler la production économique en donnant plus de pouvoirs de décision aux directeurs d'usine par rapport aux ministères et au Gosplan, en intéressant les entreprises, c'est-à-dire les bureaucrates dirigeant les entreprises, aux résultats de la production, en développant l'intéressement matériel.

2. CAEM ou COMECON (Conseil d'aide économique mutuelle) qui regroupe l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, la Mongolie, et plus récemment Cuba et le Vietnam.

3. La récolte de 1981 fut probablement de 150-158 millions de tonnes, et celle de 1982 est estimée à 185 millions de tonnes. L'objectif annuel du plan 1981-85 est de 239 millions de tonnes, avec des rendements prévus de 18,7 quintaux à l'hectare, soit un tiers des rendements moyens français.



Plaisanterie polonaise à propos de la succession de Brejnev

« AU-DESSUS DU PEUPLE, EN DEHORS DU SOCIALISME... »

La nature et l'existence même de ce groupe [la caste bureaucratique] contredit l'idée du socialisme. Par ses actes, ses volontés, ses intérêts, sa morale, il pervertit et souille la construction du socialisme, et cependant il ne cesse de grandir (a-t-il déjà atteint plusieurs millions ?... De telles statistiques ne sont pas publiées en URSS ; et d'ailleurs sont-elles faites ?). Il ne cesse de se subdiviser hiérarchiquement et en même temps de prendre de la force et du pouvoir. Il se développe en une caste véritablement coupée du peuple et du socialisme, située au-dessus du peuple et en dehors du socialisme.

une caste fermée, soudée par un contrat collectif et déjà, dans une large mesure, héréditaire, composée de dirigeants, d'intendants, de surveillants et d'idéologues. La société stalinienne de socialisme de classes ne peut exister sans une telle caste privilégiée : caste-classe, ou, si l'on veut, caste-ordre, ordre aristocratique (nouvelle aristocratie !). Sur un plan économique, son existence et sa prospérité sont absolument identiques à l'existence et à la prospérité de toute classe parasite : elle se constitue sur l'appropriation sans contrepartie (au moyen du système étatique stalinien) de quantités démesurées de travail fourni par d'autres : du travail des ouvriers, des paysans, des travailleurs intellectuels et, bien sûr, des prisonniers des camps et des exilés.

Alexandre Zimine, le Stalinisme et son socialisme réel, p. 92, collection La Brèche.

BUREAUCRATE



Nouvelles donnes pour la coexistence pacifique

A l'heure du bilan du règne de Leonid Brejnev, la politique étrangère de l'URSS occupe une place de choix. Mais l'image que nous offre la presse d'une superpuissance à l'offensive politique, et surtout militaire, aux quatre coins de la planète relève plus de la campagne idéologique que de l'analyse sérieuse. Pour preuve, entre autres, ces articles qui présentent la victoire des combattants vietnamiens contre les USA en 1975 comme celle des « chars russes », alors que tous les militants anti-impérialistes se souviennent comment l'aide soviétique au FLN avait été accordée avec une parcimonie criminelle !

La politique internationale de Brejnev n'a pas opéré de rupture significative par rapport à celle suivie par ses prédécesseurs. Il s'est montré, comme Khrouchtchev avant lui, un gendarme sévère de la zone d'influence de l'URSS décidée à Yalta : l'intervention militaire en Tchécoslovaquie en 1968 est dans toutes les mémoires et l'appui à la répression de la classe ouvrière polonaise se poursuit encore sous nos yeux.

C'est surtout dans le domaine des rapports Est-Ouest que les commentateurs s'attachent à démontrer un tournant dans la politique de Brejnev, surtout au cours des dernières années. Or, là encore, la coexistence pacifique, formulée par Khrouchtchev en 1955-56, mais mise en pratique par Staline dès le milieu des années trente, a guidé sa conduite tout au long de ces années. La « coexistence pacifique », c'est-à-dire, fondamentalement, la recherche d'accords avec l'impérialisme au détriment des mouvements révolutionnaires qui cherchent à se libérer de son joug et à renverser son système. Et de la guerre du Vietnam aux luttes de libération en Afrique et en Amérique latine, en passant par les explosions révolutionnaires dans les pays capitalistes avancés, la gestion Brejnev n'a pas démerité de l'action contre-révolutionnaire de ses prédécesseurs.

Profiter de la crise impérialiste

Il est cependant vrai que Brejnev a dû adapter sa politique à une situation internationale en pleine évolution et a su tirer profit de la crise qu'a traversée l'impérialisme américain au lendemain de sa défaite au Vietnam en avril 1975.

L'Union soviétique a cherché à exploiter cette situation, en premier lieu pour gagner une place en Afrique, en soutenant des régimes issus de luttes de libération mais qui ne remettaient pas fondamentalement en cause la perspective de développement capitaliste de leurs pays (Angola, Ethiopie...). Il ne s'agissait pas, d'ailleurs, d'une politique nouvelle, si on se souvient de l'appui soviétique à la direction nationaliste petite-bourgeoise de Nasser en Egypte. L. Brejnev cherchait, précisément, à regagner le terrain perdu en Egypte (d'où Sadate avait chassé ses conseillers en 1974) et en Inde (où l'accord signé en 1971 n'a pas donné les résultats escomptés).

Au cours de la même période, Brejnev s'est engagé dans la recherche d'un accord pour la limitation d'armes nucléaires stratégiques (SALT I en 1975, puis SALT II en juin 1979) afin d'alléger la pression négative que la course aux armements exerçait sur l'économie soviétique. Il a signé, enfin, les accords d'Helsinki

sur la coopération et la sécurité en Europe qui devaient garantir les apports technologiques occidentaux dont l'économie soviétique avait tant besoin. Les puissances capitalistes occidentales y gagnaient, pour leur part, un marché énorme, fort apprécié en temps de crise, et dont beaucoup rechignent aujourd'hui à se priver malgré les injonctions de Ronald Reagan.

Des conditions nouvelles

A-t-on assisté à un renversement de cette politique soviétique au cours des dernières années ? Il convient plutôt de dire que Brejnev a réagi face à l'apparition d'une situation internationale nouvelle, marquée, d'une part, par l'explosion de nouvelles crises révolutionnaires et, d'autre part, par la contre-offensive de l'impérialisme américain.

La lutte des travailleurs polonais a représenté la plus puissante contestation de la politique de la bureaucratie soviétique dans son propre camp. Par ailleurs, l'accentuation de la crise des pays capitalistes a nourri un fort désir de changement chez les travailleurs, face auquel la politique de la bureaucratie internationale et des dirigeants soviétiques apparaît comme un des principaux obstacles. Devant ces crises combinées qui minent objectivement son pouvoir et devant la persistance des explosions

révolutionnaires dans le tiers monde (Amérique centrale) Brejnev a réagi dans la tradition conservatrice de ses prédécesseurs : en soutenant les généraux polonais ; en accordant son appui aux pires régimes du tiers monde ; en concevant toujours plus la défense des intérêts de l'URSS en termes militaires, comme l'a montré l'intervention de décembre 1979 en Afghanistan, qui prétendait « construire le socialisme » en liquidant une nation.

L'invasion de l'Afghanistan a fourni la justification idéologique à la contre-offensive de l'impérialisme, mais elle ne l'a pas provoquée. La décision d'augmenter le budget de l'OTAN date en effet de 1977, celle d'installer les nouveaux missiles US en Europe de juin 1979, le refus du Sénat américain de ratifier l'accord SALT II de la même date.

Cette offensive impérialiste, commencée sous Carter et menée dans toute son ampleur par Reagan, coïncide avec une crise sans précédent de l'économie soviétique et contribue à l'aggraver. Les énormes ressources allouées à l'armement font cruellement défaut à d'autres secteurs, en particulier l'agriculture et les biens de consommation où les difficultés sont les plus grandes.

Reagan entend faire jouer à plein ces pressions négatives afin de dissuader l'Union soviétique de favoriser, même de façon minime, par ses



Brejnev présentant son portrait officiel

initiatives diplomatiques des mouvements en lutte contre l'impérialisme. Brejnev s'est, pour sa part, efforcé d'obtenir un allègement de cette pression en fournissant des gages à Washington : pour témoin sa « passivité » face au génocide des Palestiniens au Liban et son refus de s'en-

gager en Amérique centrale aux côtés des combattants salvadoriens. Il est plus que probable que son successeur poursuivra dans la même voie.

A. L.



Le seul bilan « globalement positif » : la répression

P ARMI le concert de louanges qui accompagne aujourd'hui dans la tombe le « grand homme d'Etat » que fut Brejnev, un bilan positif à mettre à son actif ne sera pas revendiqué, tout du moins en URSS : c'est celui de la répression. Nul doute que s'il existe un secteur où la productivité du travail a augmenté au cours de son « ère », c'est bien celui du KGB et des organes répressifs — ici le satisfecit doit s'étendre à Andropov et aujourd'hui à Fedortchouk (nouveau « patron » du KGB), connu dans son pays natal sous le nom de « boucher de l'Ukraine ». Au cours des années 70, la répression a été la plus massive et la plus brutale qu'ait connue la période post-stalinienne ; d'aucuns, au sein de la dissidence, font même directement référence à la période stalinienne...

Plus raffinée, plus rationnelle

Si aujourd'hui le pouvoir peut se targuer d'avoir écrasé les forces organisées de la dissidence traditionnelle (1), ce n'est toutefois pas grâce à une terreur de masse : l'URSS n'est pas un immense camp de 22 millions de kilomètres carrés et sur les deux millions que compterait la population des détenus, dispersés dans près de deux mille camps, 10 à 20 000 apparaissent comme des « politiques » (2). En fait, le XX^e Congrès (19 71), qui prétendait augurer à la « légalité léniniste », a

donné forme à une répression plus raffinée et plus rationnelle. Aujourd'hui, on ne fusille plus systématiquement, on n'accuse plus les opposants d'avoir voulu assassiner le « digne continuateur de Lénine » en place, mais au travers de nouvelles méthodes, la préoccupation essentielle reste la même : isoler les opposants du reste de la population, empêcher toute jonction avec une contestation sociale larvée plus générale.

Il y a bien sûr l'exil, les pressions contre la famille et les proches, les peines de camp, ou pire, l'internement en hôpital psychiatrique ; cependant, d'autres formes de répression plus « douces » et moins voyantes, telles que le licenciement et a fortiori l'expatriation, apparaissent tout aussi pernicieuses du point de vue de l'objectif politique : elles permettent de désinsérer presque totalement l'opposant de la vie, du terrain social, de le couper des masses.

Les « autorités » insistent à outrance sur le caractère extrêmement marginal et isolé qu'aurait le phénomène : aux quelques difficultés isolées de la société soviétique correspondraient quelques individus isolés, mécontents du régime, et non une manifestation de processus sociaux réels. Ensuite, elles refusent absolument de reconnaître un quelconque aspect politique dans l'activité des opposants. Telles sont les deux règles de conduite. Au cours des procès on ne juge jamais le contenu d'une revue ou la signification des activités de tel ou tel groupe mais

toujours le comportement d'un individu isolé. C'est bien ce que montre le type d'accusations portées contre eux : avant d'utiliser les fameux articles 190-1 et 70 du Code pénal (calomnies contre l'Etat soviétique et le système social ; propagande et agitation antisoviétiques), la justice soviétique essaie souvent de les condamner comme droits communs : pour vol, parasitisme, non-versement de pension alimentaire, etc. L'aspect moral devient dominant : on exhibe la vie privée de l'accusé (et mieux vaut avoir une vie « rangée »...), on insiste sur son niveau de vie (surtout quand il s'agit d'un ex-membre de la nomenklatura), sa facilité d'existence, etc ; les « autorités » ne se privent pas également de jouer à fond sur leur désinsertion sociale : ceux-ci sont souvent présentés comme des « étudiants ratés », des « parasites », etc. Reste enfin leur thèse préférée : les dissidents, s'ils ne sont pas des traîtres eux-mêmes, sont (consciemment ou non) manipulés par les forces antisoviétiques occidentales.

Une nécessité « structurelle »

Cet aspect de la répression qu'est l'utilisation de sentiments nationalistes et anti-intellectuels, réels et profonds au sein de la population, apparaît essentiel pour en comprendre la relative efficacité : elle a réussi pour un temps à isoler à tel point les

opposants que leurs discours ont fini par être en grande partie étrangers aux préoccupations premières des masses.

Au-delà des formes prises, la permanence de la répression en URSS illustre deux choses. D'une part, toutes les revendications portant sur les libertés démocratiques, du fait qu'elles remettent en cause directement le monopole idéologique et politique de la bureaucratie, font de cette répression une nécessité impérieuse, « structurelle ». D'autre part, « l'actualité » de la répression prouve que le phénomène oppositionnel, reflet de processus sociaux réels et profonds à l'œuvre dans la société soviétique, ne peut être durablement écrasé. Et pour combattre cette « hydre à mille têtes », le pouvoir a remis en vigueur une pratique typique de la période stalinienne qui prend aujourd'hui un tour systématique : il s'agit de recondamner les opposants sur leur lieu de détention avant même qu'ils aient fini d'accomplir leur première peine. La logique est claire : faire à nouveau des opposants d'éternels détenus...

Vera Lilienstein

1. C'est-à-dire le mouvement des droits de l'homme au sens strict du terme.

2. Les guillemets sont ici volontaires, cf. l'article de C. Lubarsky dans « L'Alternative » n° 19 (novembre-décembre 1982) « Qui sont les détenus politiques ? ». Il ressort des estimations de Lubarsky que le « courant » le plus « représenté » est celui des membres de sectes religieuses non officielles...

NICARAGUA/HONDURAS



«...Tous les militaires prévoient que la guerre commencera en décembre...»

A PRES avoir analysé les potentiels et les limites militaires du Honduras et du Nicaragua, la nature du conflit et la menace que chacun représente pour l'autre, je peux seulement conclure qu'il serait aussi absurde pour le Nicaragua d'attaquer le Honduras que le Honduras d'attaquer le Nicaragua. Cependant, les deux pays semblent s'acheminer vers une guerre, guerre que notre administration alimente.

L'information que j'ai recueillie en Amérique centrale est qu'une guerre entre ces deux pays commencerait en décembre.

Mon évaluation de la force militaire nicaraguayenne me donne à penser que le potentiel des sandinistes a été délibérément exagéré par l'administration Reagan. Cela a été fait pour les chars T 55 comme pour

le Scorpion de fabrication britannique. (...)

Sachant que les USA ont accordé en urgence 21 millions de dollars pour améliorer l'infrastructure

des aéroports de la Mesa, Palmerola et Golson au Honduras, pour y développer les capacités de stockage de combustible, cela me ramène à la question de savoir pourquoi tous les militaires avec qui j'ai parlé prévoient en décembre.

En termes d'optimum, le général Alvarez (chef de l'état-major hondurien) devrait attendre que les Etats-Unis aient installé les munitions et le combustible dans ces aéroports avant d'ordonner une attaque surprise contre le Nicaragua. Il s'assurerait alors un large réapprovisionnement

d'incursions terroristes en territoire nicaraguayen.

La présence d'un bataillon à Mocoron offre, de plus, un moyen idéal pour équiper et armer les contre-révolutionnaires. Qui, dans cette région abandonnée, peut contrôler exactement les armes, munitions, radios qui sont confiées au bataillon ? Combien de ces munitions parviennent aux somozistes ?

La question la plus importante pour tous est peut-être quelle coordination existe-t-il entre le bataillon et les contre-révolutionnaires ? Combien d'opérations ? Partagent-ils des communications, etc. ? Jusqu'où les Etats-Unis sont-ils engagés ? Il m'est impossible de répondre à ces questions en termes absolus.

Le docteur Thomas P. Anderson,

Un colonel de l'armée US, J. Buchanan, a témoigné devant une commission parlementaire après avoir enquêté en Amérique centrale. Des extraits de sa déposition.

beaucoup d'autres éléments de l'arsenal sandiniste. Bon nombre d'armes sont peu appropriées à la région, ou sont obsolètes ou en mauvais état. Ceci est particulièrement vrai pour ce qui concerne l'infrastructure logistique indispensable pour soutenir une guerre prolongée.

Il n'y a qu'une raffinerie de pétrole, et deux grands réservoirs de combustible, dont l'un est resté endommagé depuis le tremblement de terre de 1972. On ne peut conclure que l'administration Reagan déforme les faits pour justifier un complexe militaire sans précédent au Honduras.

L'arsenal du Honduras

Le long de la frontière, au Honduras, on observe un potentiel militaire beaucoup plus important à première vue. La force aérienne hondurienne a quasiment été rééquipée depuis la guerre contre le Salvador en 1969 et si son équipement est modeste selon les standards nord-américains, elle est devenue la force aérienne la plus importante d'Amérique centrale par rapport à ses voisins. (...)

Selon mes informations, le Honduras dispose aujourd'hui d'un personnel militaire régulier de 15 050 personnes (terre : 12 800 ; mer : 850 ; air : 1 400) et 3 500 policiers militarisés. Il faut y ajouter 3 à 5 000 somozistes et contre-révolutionnaires opérant depuis le territoire hondurien. De plus, l'armée hondurienne possède 17 véhicules blindés de reconnaissance et de combat du type le plus sophistiqué et sûr du monde :

en « nationalisant » les munitions et le combustible américains.

Mais le moment où les munitions et le carburant américain seront effectivement entreposés au Honduras est lointain, et le général Alvarez semble subir des pressions de la part de certains militaires honduriens et du gouvernement nord-américain pour entrer en guerre contre le Nicaragua dans un proche avenir. (...)

Actuellement, les zones les plus explosives pouvant dégénérer en conflit à grande échelle se situent le long du Rio Coco, sur la côte misquita et dans la zone frontalière montagneuse du nord-est du Nicaragua. Des deux zones, la région misquita, isolée, semble être le centre du conflit. En août, des avions nord-américains C-130 stationnés au commandement-sud à Panama ont transporté un bataillon de troupes hondurien et tout son matériel à Puerto-Lempira. Le bataillon hondurien se trouve maintenant à Mocoron, à quelque 25 kilomètres au nord de la frontière nicaraguayenne. Il est allégué que cette mission est destinée à empêcher une incursion nicaraguayenne dans le campement misquito de Mocoron. (...)

Jusqu'où les USA sont-ils engagés ?

Ce n'est pas un hasard si la plupart des bandes contre-révolutionnaires opérant dans la zone sont également retranchées aux alentours de Mocoron. Actuellement, le bataillon hondurien offre un écran de protection aux somozistes et aux contre-révolutionnaires qui reviennent

dans son témoignage devant cette commission, a affirmé que des sources très haut placées du Département d'Etat lui ont confirmé l'existence d'une intervention directe « hondurienne » contre le gouvernement sandiniste, sous couverture nord-américaine. Etant donné la trajectoire de l'intervention des Etats-Unis au Chili, au Guatemala et à Cuba, pour ne pas citer le Nicaragua, ces informations sont totalement crédibles, et Morocon est probablement un élément de cette stratégie.

Un scénario possible du déclenchement du conflit entre le Nicaragua et le Honduras est le suivant : si des troupes ou des milices sandinistes poursuivent un groupe contre-révolutionnaire se repliant sur le Honduras, ils doivent s'arrêter à la frontière. S'ils ne le font pas, ils affrontent probablement une unité de l'armée régulière hondurienne ; cette confrontation serait alors un acte de guerre. (...)

Cette guerre deviendrait facilement une conflagration régionale, qui partagerait toutes les nations centre-américaines, et peut-être les USA et le Mexique, en deux camps. (...)

Cela semble un prix terrible à payer pour la détermination de ce gouvernement à chercher une solution militaire à ce qui sont profondément des problèmes sociaux, économiques et politiques.

Elle coûterait un prix terrible aux peuples du Honduras et du Nicaragua et souillerait le nom des Etats-Unis aux yeux de l'Amérique latine et du monde entier.

URUGUAY Halte à la répression ! Libération des militants syndicaux emprisonnés ! Vie sauve pour Raoul Sendic !

Depuis 10 ans, la junte militaire et ses barbouzes sévissent dans ce pays et l'on note cette année un élargissement et une intensification de la répression.

Dans son rapport 1982, Amnesty International signale le caractère systématique de l'enlèvement et de la « disparition » d'opposants présumés du pouvoir, des tortures, des assassinats extra-judiciaires, ainsi que l'ampleur des arrestations arbitraires et des détentions prolongées sans jugement.

Il y a dans l'année en cours plus d'un millier de prisonniers politiques en Uruguay, pays de deux millions d'habitants. La plupart sont détenus dans les prisons de « Libertad » et de « Punta de Rieles » respectivement réservées aux « politiques » masculins et féminins. Les conditions de détention y sont délibérément créées pour miner leur équilibre physique et psychique. Nombre sont isolés, humiliés, ensuite privés de visites de promenade, une nouvelle fois torturés et rejugés. De plus, dans ces prisons le nombre de « suicides » devient de plus en plus inquiétant.

Ces derniers temps, les militaires s'en sont pris aux syndicalistes les plus actifs (dans les luttes du textile et de la construction notamment).

Pour exemple, les arrestations en mars dernier de six syndicalistes dont Amnesty International, après enquête, craint qu'ils soient isolés et torturés :

- Roberto Rodriguez Suarez, 60 ans, marié, père de deux filles, ouvrier de la construction civile et militant syndical depuis quarante ans.
- Marshall et Angel Diego Ortiz, frères, ouvriers, à l'entreprise Alparagos et du bâtiment.
- Alicia Locatelli, 33 ans, mariée et mère d'un garçon de dix ans, employée administrative à l'aéroport Carrasco de Montevideo.
- Maria Cecilia Duffau Echevarren, 28 ans, célibataire, employée administrative.
- Jorge Frutos, 28 ans, marié, père d'une petite fille de dix-huit mois, ouvrier à l'usine textile Suitex.

Leur arrestation n'a été officiellement annoncée par la police que le 30 avril 1982 et ils étaient présentés comme militants du Parti socialiste des travailleurs (PST), « organisation dissoute, d'inspiration trotskyste, affiliée à la IV^e Internationale ». En plus de ces six personnes, deux autres travailleurs ont également été arrêtés : José Bruzzone, ouvrier, et Miguel Matos Fanfio, employé de banque.

Néanmoins, rien n'a pu être prouvé quant à leur culpabilité, leur appartenance et participation politiques. Ce qui est sûr, c'est qu'ils oeuvraient à la construction d'un syndicat, dans le cadre de la nouvel-



le loi édictée par la dictature elle-même...

En ce qui concerne les membres du MLN Tupamaros, leur cas et leur traitement représentent un sommet dans la barbarie et l'arbitraire. Raoul Sendic, leur principal dirigeant, a été condamné à 30 ans de prison suivis de 15 ans de « mesures de sécurité », soit 45 ans de privation totale de liberté. Son état de santé est de surcroît très critique, la dictature lui refuse une prothèse destinée à remplacer la mâchoire qui lui manque. En août et septembre derniers, il était régulièrement torturé par immersion en eau glacée. Adolfo Wassen, autre dirigeant du MLN, condamné à la même peine que R. Sendic, souffre d'un cancer osseux. Il est détenu dans un cachot humide, sans traitement médical.

Contre cette violation systématique des droits civils et politiques, cette barbarie institutionnalisée, une campagne internationale est plus que jamais nécessaire.

A. P.

Toutes démarches, pétitions, etc., doivent parvenir à :
Ambassade d'Uruguay
15, rue Lasueur
75116 Paris

VIENT DE PARAÎTRE

AMÉRIQUE CENTRALE EN LUTTE

Amérique centrale en lutte est publiée par le Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Collectif Guatemala et le Comité de solidarité avec le Nicaragua.

Au sommaire du numéro de novembre-décembre 1982 :

- Guatemala : Le renforcement de la militarisation de l'Etat. La situation des réfugiés.
- Nicaragua : L'agression impérialiste. Un officier nord-américain à la barre des témoins.
- Salvador : Plusieurs voies pour la terreur.
- Le christianisme en Amérique centrale.
- La vie des comités et les initiatives de la solidarité.

ECOLE DE FORMATION LATINO-AMÉRICAINNE DE LA LCR

Le deuxième exposé aura lieu samedi 20 novembre à 14 heures, 8, impasse Villa Montsouris, Paris 14^e, métro Cité universitaire. Sujet : La nature de l'Etat en Amérique latine.

VIENT DE PARAÎTRE numéro 137 **INPRECOR**

Au sommaire :

- Editorial : Après l'échec de la grève du 10 novembre et la libération de Lech Walesa.
- Iran : La guerre avec l'Irak et la mobilisation des masses.
- Interview de Saber Nikbeen, dirigeant du HKS.
- Bolivie : La longue évolution du mouvement paysan.
- Afghanistan : Les moudjahedin du Panjir, interview d'un médecin de retour d'Afghanistan.



DES B.D. POUR LES FETES



La saga des gaffes (André Franquin)

Revoilà Gaston ! Après trois ans d'éclipse, retour sur scène du plus célèbre farfelu de l'histoire de la BD. De moins en moins farfelu d'ailleurs, et de plus en plus « actif », s'ingéniant à traquer la connerie dans ses moindres recoins (hier de Mesmaker et M. Boule), ici l'agent Longtarin, prototype de la stupidité militaro-policière d'une société qui, à coups de panneaux d'interdiction de stationner et de parcmètres, veut régenter l'anarchique décontraction de Gaston...

Cette guerre des parcmètres, qui couvre près de la moitié de cet album, est l'une des plus belles « ba-

tailles » de la BD de ces dernières années... Gaston s'y affirme dorénavant comme un non-violent « actif », un écolo conscient et un redoutable contestataire constructif ! Depuis 68, c'est le seul personnage de la BD qui ait été si fortement chevillé à l'air de son temps !

Et comme Franquin ne dessine pas dans une tour d'ivoire, après ses albums dédiés à Amnesty International ou aux comités qui luttent contre la peine de mort, la torture ou la guerre, il a dédié les bénéfices des 6 000 « tirages de tête » de son album à l'UNICEF...

(Editions Dupuis.)

Rhapsodie Hongroise (Giardino)

Pourquoi l'Abwehr cherche-t-elle à supprimer Ethel Möget, la dernière survivante du réseau « Rhapsodie hongroise » ? Qui sont Zadig, Roth et Olympe dans ce puzzle qui essaime ses pièces dans le Budapest de 1938 ? Qu'est-ce qui a poussé Max Fridman, ancien brigadiste et juif, à quitter sa retraite helvétique pour tenter de tirer Ethel des griffes de l'Ordre noir ?

Remarquablement dessiné par Giardino, cet album de plus de 90 pages se parcourt d'une traite... On y retrouve le parfum des guerres de l'ombre menées à cette époque par les Trepper, Rado, Sorge, à l'heure où l'Espagne servait de terrain d'essai aux hommes qui considéraient déjà l'Europe centrale comme territoire conquis...

(Editions J. Glénat.)



● **Vendredi 23 h (A2), l'Ange bleu** de J. von Sternberg avec Marlène Dietrich et Emil Jannings. La naissance d'un mythe, (celui de Marlène...) et l'un des films les plus célèbres de l'histoire du cinéma.

● **Samedi 20 h 35 (TF1), « Droit de réponse »** consacré à « La justice à deux vitesses »...

21 h 35 (A2), 3^e épisode du téléfilm polonais d'A. Kostenko *les Amis*.

● **Lundi 21 h 35 (TF1), Le démon s'éveille la nuit** de Fritz Lang avec Barbara Stanwyck, R. Ryan, P. Douglas et M. Monroe. Adaptation d'une pièce de théâtre de C. Odets, à partir de laquelle Lang a brodé sur le triangle femme-mari-amant, quelques considérations quasi « documentaires ». Un parti-pris narratif abusivement dramatique

en fait l'une des œuvres mineures de sa période américaine.

● **Mardi 20 h 40 (A2), Cher Papa** de Dino Risi avec V. Gassman. Conflit de générations sur fond d'angoisse face au terrorisme ; malgré quelques fulgurances, une certaine déception...

21 h 30 (FR3), *Ecoute voir* de Hugo Santiago avec C. Deneuve et Sami Frey. Film raté malgré sa tentative (sympathique) de retrouver les codes disparus du « film noir », à la lumière d'un certain fantastique psychologique...

● **Jeudi 20 h 35 (TF1), 6^e et dernier épisode du Mozart** de Marcel Bluwal (avec J.-F. Godchau dans le quadruple rôle de Joseph II, de Lorenzo da Ponte, du marchand de pianos, et du critique Zinzendorf...)

M. Laszlo

TOUJOURS en pointe pour la recherche de nouveaux talents, styles et formules, les

Humanoïdes associés inaugurent, avec la collection « Autodafé », une nouvelle façon de lire la bande dessinée... Jim Steranko dans *Chandler : la marée rouge*, hésite entre hommage et pastiche du roman noir, sans donner vraiment l'impression d'avoir choisi. Will Eisner, lui, donne une exacte idée de ce que peut devenir cette collection : un roman (de poche) ! Dans *Un bail avec Dieu*, Eisner raconte Hester Street, le quartier des juifs pauvres du Bronx new-yorkais... quatre nouvelles prodigieuses par l'un des plus grands dessinateurs (et ici, romancier...) d'outre Atlantique.

En format « album », la « locomotive » des Humanos cette saison, c'est le dernier Frank Margerin *Radio Lucien*... le rocker de Malakoff, avec sa banane, sa meule et ses potes... 15 nouvelles hilarantes, qui prouvent que Margerin, comme Dubout, Forton, Reiser ou Cabu, reste un remarquable (et implacable) témoin de son temps !

Avec 1936, Palacios, le meilleur dessinateur ibérique, nous livre le 3^e volet des aventures du jeune soldat républicain Eloy, plongé dans l'enfer de la guerre civile espagnole. D'une exactitude historique irréprochable, cette saga dégage en plus un romantisme qui en tempère la froide violence.

Retour de Gillon via Papeete et les îles sous le vent, avec *Teva*, aventures exotiques de deux adolescents des îles. Et puis, deux regards sur la BD québécoise (*Atlantic City* de Loth et Montour) et hollandaise (*Virl*

de Dick Matena), pour savoir ce qui se dessine ailleurs...

Outre le *Faiseur de feu* d'E. Aidans, (rencontre de Tounga l'homme des cavernes et de la peur atomique), et le *Dynamiteur* de Chick Bill le cow-boy, parue il y a vingt ans dans *Tintin* et jamais publiée en album, les Editions du Lombard nous proposent une réédition luxueuse de l'excellente *Histoire sans héros* de Dany sur scénario de Van Hamme ; atterrissage forcé d'un Boeing 707 dans la forêt amazonienne, et lutte pour la vie d'une poignée de rescapés. Cette odyssée fantastique de gens bien ordinaires est traitée à la façon des dépêches de presse, dans un style net, concis, absent de toute ellipse...

Et puis, voici le retour de Jonathan, avec le *Privilage du Serpent* de Cosey, 8^e rencontre avec ces êtres bizarres qui hantent les pistes au pied de l'Himalaya... C'est toujours aussi ésotérique, souligné par un découpage qui sait intégrer l'espace à la lenteur de la narration... Splendide !

Chez Dupuis, toujours autant de rééditions pour ceux qui n'ont pas vécu « l'âge d'or » de la BD : le *Cachot sous la Seine* de Sirius (Timour, coincé entre les affrontements sanglants des reines Frédégonde et Brunehaut), le *Train fantôme* de Paape et Charlier (Marc Dacier aux troussees des auteurs du pillage du train postal Glasgow-Londres) et surtout, les deux albums qui constituent peut-être l'aventure la plus réussie du détective Jean Valhardi, le *Rayon super-gamma* et le *Machine à conquérir le monde* de Paape et Charlier ; extraordi-

naires aventures aux frontières du fantastique et de l'espionnage, dans une dictature d'Europe centrale.

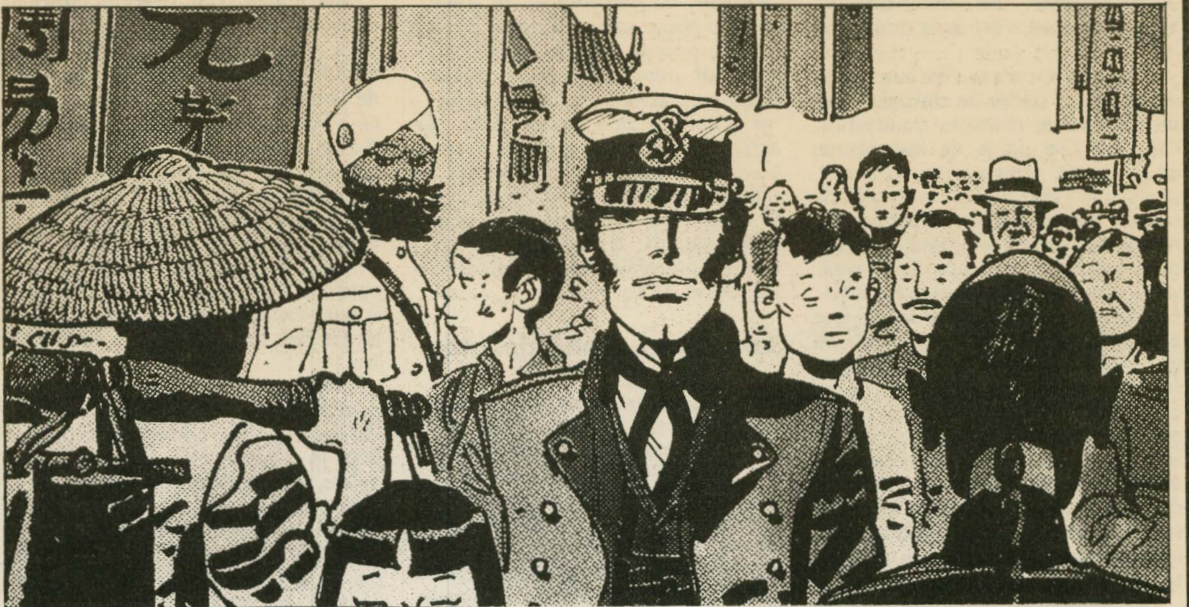
Côté nouveautés : 8^e épisode des aventures de Sibylline, la souris aux prises avec *Burokrat le vampire*, dû au crayon du célèbre dessinateur animalier Raymond Macherot... et le 5^e de celles du docteur Poche, le héros de Wasterlain, *Le géant qui posait des questions*. Cette série constitue certainement l'une des plus belles réussites d'un genre qui, depuis Winsor McCay, allie avec succès la poésie la plus tendre au fantastique et à l'irrationnel...

Il faut également signaler *Rampeau* de Golo et Frank (Futuropolis), ballades et blues en noir et blanc dans le haut-18^e (arrondissement ! pas siècle...) ; entre Clichy et Barbès, la saga des zonards de la Goutte d'Or...

Ordre nouveau ? de Bucquoy et Tito (Glénat), est le 3^e volet des aventures de l'inspecteur Jaunes... Le réveil du néo-nazisme en Belgique, renvoie au rexisme d'avant-guerre, et la même menace se profile à nouveau au-dessus de la Flandre et de la Wallonie. Lourd d'une symbolique freudienne en gros sabots, cet album est pourtant un salutaire avertissement contre les nostalgies brunes ou noires...

Quand à Guido Crépax, il continue d'épuiser son filon érotico-onirique, avec *Histoire d'une histoire* (Albin Michel). Il bute ici sur Bataille, et son corps à corps (ou plutôt celui de son héroïne Valentina...) avec l'*Histoire de l'Œil* ravira ceux qui ne connaissent pas ce magnifique livre maudit, mais irritera les autres...

Michel Laszlo



Corto Maltese en Sibérie (Hugo Pratt)

Revoici, en couleurs dans un album splendide, Corto Maltese, le marin sans bateau, au cœur d'une des plus formidables poudrières de ces années 1918-1920... Contre lui les « blancs », de l'amiral Kolchac, les cosaques de l'Ossouri et de Transbaïkalie, les mandchous du général Tchang, le baron fou Urgen von Sternberg et sa Marlène, la duchesse Marina Seminova. Avec lui

(?) ou plus sûrement contre les précédents, les soldats mongols bouariates de l'Armée rouge, mais aussi les « Lanterne rouges » puissante société secrète chinoise alliée au Kuomintang... Au milieu ? Corto, bien sûr, mais surtout le train blindé de l'amiral Kolchac, transportant le trésor impérial russe, sur lequel chacun aimerait bien mettre la main... C'est irracontable, et, comme tout

ce que fait Pratt depuis une dizaine d'années, absolument merveilleux.

Le « maître » est-il au faite de son art ?... Regardez ces trois dernières planches où Corto retrouve Changhāi Li dans une commune agricole du Kang Si et, comme dirait Darty, si vous trouvez plus beau ailleurs, je vous paie le champagne !

(Editions Casterman.)

Découvrez Rachid K.

« Que serait devenu Mozart s'il était né aux îles Samoa ? », s'interrogeait le naturaliste Weismann. Et Jean Rostand ajoutait : « Dans notre société soi-disant civilisée, combien de Mozarts naissent chaque jour en des îles sauvages ! »

Rachid K. est un Mozart de la peinture qui a réussi à vaincre ce type de handicap. Fils de travailleur immigré kabyle, né à Decazeville, cet homme de trente-six ans a réussi à devenir, non pas un peintre que l'on estimerait compte tenu de..., mais tout simplement un peintre de premier plan.

Un peintre moderne d'abord, de ceux qui s'appuient sur les con-

quêtes d'hier pour fonder un nouvel expressionnisme, dans la zone privilégiée entre abstraction et figuration. De ses origines viennent peut-être ses collages de matières humbles, voire grossières, et ses graphismes mystérieux, signes de tous les horizons du monde qui, indéchiffrables, disent l'appel à la communication universelle. Mais plus que ces évidences immédiates, la lumière qui sourd de sa peinture — et qui fait penser à Braque par la magie inanalysable — est ce qui le fonde peintre au plus haut point.

Il faut donc aller découvrir Rachid K., exposé jusqu'au 20 novembre à la petite galerie Plume-Pinceau,

coopérative de jeunes artistes, qui se cache à deux pas du Châtelet, dans la petite rue des Orfèvres, au 3.

Michel Lequenne

P.S. Nous avons souvent parlé dans ces colonnes des peintres qu'exposait, passage Véro-Dodat, dans le 1^{er} arrondissement, la galerie Bijan-Aalam. Elle vient de devenir la galerie Michel-Ozenne et s'est ouverte avec plusieurs des peintres que nous avons eu l'occasion de signaler (Poumeyrol, Sybille Ruppert...) mais aussi tout un peloton d'autres, aucun n'étant indifférent, parmi lesquels Jean Pons, Mahdjoub Ben Bella, Virginia Tenti-do...

M. L.

POLOGNE

Après la libération de Walesa

LIBERE, Lech Walesa est rentré le dimanche 14 novembre dans la soirée à son domicile de Gdansk. Le lendemain, à Wrocław, devait s'ouvrir le procès d'un autre dirigeant de Solidarité, membre de sa direction provisoire clandestine (TKK) et symbole de la continuation de la lutte syndicale après le coup de force du 13 décembre 1981 : Władysław Frasyniuk. Deux événements qui résument la complexité de la situation en Pologne, après l'échec de la grève générale appelée le 10 novembre par la TKK.

L'échec de la grève générale

Cet échec doit, certes, beaucoup à la vague de répression — des milliers de licenciements pour cause de grève, des arrestations massives de travailleurs soupçonnés de jouer un rôle dans la résistance, des procès expéditifs et de lourdes condamnations — qui a précédé et suivi la mise hors la loi de Solidarité. L'appel de l'épiscopat — deux jours avant la grève — « au renforcement de la paix, de l'ordre social et du travail », alors que pour nombre de travailleurs l'Eglise apparaissait comme faisant partie du « camp de l'opposition », a joué un rôle démobilisateur en introduisant une nette division. Mais l'essentiel n'est sans doute pas là.

L'essentiel, c'est qu'aux yeux d'une bonne partie de travailleurs et de nombre de militants clandestins, l'appel à une grève de huit heures apparaissait aventuriste. D'abord, parce que l'état actuel de la coordination des structures clandestines ne permettait pas sa bonne préparation. Ensuite, parce que les travailleurs ne se sentaient pas prêts à défendre les usines en grève face à une prévisible intervention des forces de la police alors que la préparation de l'autodéfense n'avait que peu avancé. Enfin, et c'est peut-être l'élément principal, parce que cette grève, non intégrée dans une perspective stratégique d'ensemble, et alors que les secteurs-clés de la production étaient militarisés, apparaissait comme symbolique et sans efficacité réelle.

Les hésitations de la TKK lors du mouvement spontané de grève qui a suivi la dissolution de Solidarité, son incapacité apparente à en prendre la direction, ses tergiversations sur les perspectives de la lutte à long et moyen terme, ont contribué à miner



Solidarité sous l'état de siège.

sa crédibilité aux yeux d'un nombre croissant de militants et de travailleurs. « Nous sommes prêts à nous battre, encore faut-il savoir comment et pour quels buts précis... Nous ne pouvons pas nous permettre d'épuiser nos forces dans des actions à caractère purement symbolique », expliquait par exemple un militant ouvrier. L'échec de la grève, en confirmant ces inquiétudes et ces interrogations, a certainement contribué à nouveau à réduire la crédibilité de la TKK.

Jaruzelski, chef de clan

L'échec de la grève et la possibilité qu'il donnait pour déconsidérer les structures clandestines de Solidarité aux yeux des masses, ont été une véritable planche de salut pour Jaruzelski. Attaquée de toutes parts par la fraction « dure » — très implantée dans l'appareil du parti et de l'Etat — qui exige un renforcement de la répression et une centralisation accrue de l'économie appuyée sur un projet de développement quasi autarcique du pays, affaiblie au sein même de la direction bureaucratique, la fraction Jaruzelski avait besoin de s'appuyer sur une force extérieure à l'appareil, voire de pratiquer une « ouverture » contrôlée en vue de démobiliser une partie au

moins des opposants.

Son projet de décentralisation économique, de recours accru aux mécanismes de marché dans l'économie nationale et de parcellisation de la classe ouvrière sur cette base, ne pouvait aboutir qu'à la condition d'être appuyé par d'autres forces sociales que les seuls secteurs bureaucratiques qui lui sont fidèles. Les tentatives, faites à partir du printemps dernier, de s'appuyer sur des conseils d'autogestion vidés de leur contenu pour faire accepter une politique économique contraire aux intérêts des travailleurs, ont fait long feu.

L'incapacité de la bureaucratie à constituer, depuis un mois, ne serait-ce que des comités d'initiative pour la création de syndicats à ses ordres, capables, du moins partiellement, de jouer ce rôle, a forcé la direction Jaruzelski à chercher d'autres solutions. Les accords avec l'épiscopat et la libération de Lech Walesa — dont Jaruzelski a, par avance, annoncé les limites en expliquant au *Guardian* que « le futur de Walesa dépendra de ses actes » — sont un pas vers une telle « ouverture » contrôlée de la dictature.

Les vœux de l'épiscopat

Ces projets répondent, partiellement au moins, aux vœux de la hié-

à juger positive la nouvelle loi syndicale polonaise, interprétée aussi comme un signe de détente...

Plus la normalisation fait de progrès, plus Krasucki parlera de détente. Si cela passe par la défaite de la classe ouvrière polonaise, Krasucki verra là le signe du retour au calme et à la norme de son idéal socialiste. Quand des syndicats officiels verront le jour, il applaudira au renouveau syndical polonais. « La voie raisonnable » dont il parlait à Marseille, c'est celle de Jaruzelski. « L'issue... par le dialogue, pour le renouveau démocratique », dont il parle, c'est la pacification par les ZOMOS et l'armée.

Mais admettons qu'il soit sincère : que la direction de la CGT intervienne concrètement, immédiatement, pour la libération de tous les militants emprisonnés, pour l'arrêt des procès politiques qui commencent en Pologne. Alors, mais alors seulement, un crédit pourra être apporté aux propos du secrétaire général de la CGT.

J. L.

rarchie catholique qui regardait avec effroi la polarisation croissante en Pologne et la montée du mécontentement des masses. Tirillée par les contradictions sociales, en voie de perdre une partie du capital de confiance dont elle jouissait dans la société, nourrissant des craintes justifiées face au développement dans l'appareil de l'influence de la fraction « dure », l'Eglise aspirait à une entente qui puisse désamorcer le caractère explosif de la situation.

Mais pour pouvoir justifier son engagement aux côtés de Jaruzelski, l'épiscopat avait besoin d'un geste des autorités. L'annonce de la venue du pape en juin prochain, puis la libération de Lech Walesa ont exaucé ce vœu.

Mais, fort de ces reculs de la bureaucratie, l'épiscopat nourrit un projet à plus long terme.

1. Tout d'abord, parvenir à une « entente nationale des modérés » (1) qui, tout en marginalisant les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière et la fraction « dure » de la bureaucratie, puisse trouver un prolongement institutionnel garantissant à l'Eglise de nouvelles positions de force.

2. S'appuyer pour cela sur un mouvement syndical limité à la seule défense des intérêts particuliers de chaque groupe de travailleurs, cantonné aux problèmes individuels de chaque entreprise et avec une structure corporatiste. La nouvelle loi syndicale, votée le 8 octobre par la Diète, pourrait servir de base à un tel projet à condition d'être rendue plus acceptable par l'abrogation des articles qui permettent une intervention trop grossière de l'Etat dans les affaires du syndicat.

3. Pour le concrétiser et lui donner une base, la hiérarchie catholique voudrait voir parachever la réforme décentralisatrice de l'économie qui, par un large recours aux mécanismes de marché, place les travailleurs en situation de concurrence entre eux.

Une telle réforme aurait, de plus, l'intérêt d'affaiblir à terme le monolithisme de l'appareil d'Etat, tirillé par des intérêts contradictoires, ce qui laisserait plus de place aux manœuvres de la hiérarchie catholique.

Un projet contradictoire

Si, comme on le voit, les projets politiques de l'épiscopat et de la

fraction Jaruzelski convergent, ils se heurtent à des obstacles de taille. La faiblesse de Jaruzelski au sein de l'appareil — qui fait qu'on peut assister du jour au lendemain à un retournement spectaculaire de la dictature laissant « l'ouverture » aux oubliettes de l'histoire — n'est pas le moindre.

La libération de Walesa et, a fortiori, une « ouverture » plus importante, perçue comme une victoire sur la junte par la majorité de la population, peuvent devenir un fantastique levier pour la mobilisation. Une libéralisation, si timide soit-elle, risque de déboucher naturellement sur de nouvelles revendications des travailleurs. En cela, une entente nationale est utopique : les intérêts des travailleurs et ceux de la bureaucratie sont trop contradictoires pour pouvoir être conciliés à long terme.

Accepter l'existence d'un mouvement syndical, même s'il s'agissait d'un mouvement éclaté et corporatiste, implique que la bureaucratie puisse au moins, céder à certaines de ses revendications matérielles. Dans l'état actuel de délabrement économique, ces revendications ne pourront être satisfaites. Plus même, c'est dans une bataille de la production que la bureaucratie et l'épiscopat devront l'engager. Or, il leur sera difficile de mobiliser les travailleurs pour la production, sans que se pose l'élimination des causes de la gabegie, et que cela débouche sur la confrontation avec les bureaucrates à tous les niveaux, sur la nécessaire destitution des incapables et leur remplacement par d'autres dirigeants qui ne le seraient pas. On voit la dynamique d'un tel mouvement ; on voit pointer la revendication d'une autogestion authentique et de la socialisation des moyens de production, que Solidarité a faite sienne lors de son premier congrès.

Enfin, la réforme économique — dont les travailleurs en Pologne ont senti les premiers effets en voyant leur salaire réel réduit de près de moitié en un an — va à l'encontre d'un consensus social. Outre l'inévitable résistance ouvrière, elle se heurtera de plus en plus fortement à l'appareil de l'administration économique qu'elle prive de sa fonction et à celui de l'armée qui, après un an de présence aux postes de commandement dans les entreprises et dans l'administration locale, a acquis des privilèges dont il ne voudra pas se séparer.

Une inconnue de taille

Dans l'immédiat, l'attitude de Lech Walesa et des dirigeants clandestins de Solidarité sera déterminante. Qu'ils s'appuient sur la libération de Walesa pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques et la légalisation de Solidarité, qu'ils tracent des perspectives de mobilisation au mouvement, et le château de cartes construit par Jaruzelski avec le concours de la hiérarchie catholique s'effondrera. Qu'ils prêtent le flanc à leurs manœuvres et le mouvement des travailleurs, désorienté et divisé, en sortira affaibli.

Le soutien du mouvement ouvrier international à Solidarité n'en est que plus important aujourd'hui. Car il peut non seulement aider au renforcement organisationnel du syndicat polonais, mais également, en brisant son isolement, lui permettre de trouver des voies qui ne lui apparaissent pas clairement aujourd'hui.

le 16/11/1982
Cyril Smuga

KRASUCKI, IL FAUT JOINDRE LE GESTE A LA PAROLE !

Henri Krasucki s'est-il aperçu que l'état de guerre en Pologne, signifiait une restriction de toutes les formes d'organisation indépendantes de la classe ouvrière ? Sans aucun doute. Comme il sait que le pouvoir de Jaruzelski est fait de l'attaque armée contre Solidarnosc. Alors de quoi parle-t-il quand il dit, à Marseille le 15 novembre, que « des éléments de détente se manifestent en Pologne » ? De la libération de Walesa, qu'il juge comme « un fait positif... ».

Si ses propos sont sincères, pourquoi n'a-t-il pas levé le petit doigt pour la libération de Walesa et des militants syndicaux emprisonnés ? Sans doute ne voulait-il pas, selon son expression, « jeter de l'huile sur le feu ». Cette modération le conduit



(1) Le terme est de Bernard Marguerite, correspondant du « Figaro » à Varsovie, et chaud partisan d'une telle entente...